



Chambre des communes  
CANADA

# Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

---

AGRI • NUMÉRO 005 • 2<sup>e</sup> SESSION • 39<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

TÉMOIGNAGES

**Le mercredi 28 novembre 2007**

—  
**Président**

**M. James Bezan**

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

## Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mercredi 28 novembre 2007

• (1530)

[Traduction]

**Le président (M. James Bezan (Selkirk—Interlake, PCC)):** Je déclare la séance ouverte. Nous allons poursuivre notre étude du cadre stratégique Cultivons l'avenir.

Bienvenue au comité. Nous accueillons deux représentantes du Syndicat national des cultivateurs, Mme Colleen Ross, présidente des femmes, et Mme Kalissa Regier, vice-présidente des jeunes. Je vous souhaite la bienvenue. Colleen est déjà venue témoigner devant nous.

Monsieur Bellavance.

[Français]

**M. André Bellavance (Richmond—Arthabaska, BQ):** Je m'excuse de vous interrompre, monsieur le président.

Nous devons recevoir le ministre aujourd'hui. J'aimerais savoir ce qui s'est passé. Pourquoi ne s'est-il pas présenté? Viendra-t-il bientôt? Il ne faudrait pas que ce soit la semaine prochaine, parce qu'il est invité, je crois, au congrès de l'Union des producteurs agricoles. Je ne voudrais pas qu'il se serve du prétexte qu'il doit être ici pour ne pas se présenter au congrès.

[Traduction]

**Le président:** Malheureusement, le ministre n'était pas libre aujourd'hui et il ne le sera pas non plus la semaine prochaine comme vous l'avez fait remarquer. Je crois qu'on a convenu du 10 décembre.

Je ne sais pas, Guy, si vous avez d'autres renseignements, mais c'est ce que le greffier...

**Le greffier du comité (M. Jean-François Lafleur):** Non, c'est ce que nous avons de disponible.

**Le président:** Nous avons le 10 décembre de disponible. Si la situation l'exige et que le ministre désire comparaître, il se peut que nous ayons à nous réunir un mardi pour profiter de sa présence — parce que, d'après ce que j'ai cru comprendre, ses lundis et mercredis sont passablement occupés. Nous ajouterons cette réunion s'il le faut. En fait, nous avions espéré recevoir des fonctionnaires d'Agriculture Canada si le ministre ne pouvait pas se libérer pour la réunion d'aujourd'hui, mais ils sont actuellement à Montréal où ils participent à des discussions sur la crise dans l'industrie du bétail.

Je pense que nous les avons inscrits pour la séance de mercredi prochain, n'est-ce pas?

**Le greffier:** Les fonctionnaires? Oui.

**Le président:** Nous allons recevoir les fonctionnaires d'Agriculture Canada. Donc, nous avons demandé à la dernière minute aux grandes organisations agricoles de comparaître et, heureusement, la FCA et d'autres ont accepté de venir. L'UPA a également été invitée. Malheureusement, elle n'a pu envoyer de représentants aujourd'hui. Nous essaierons de l'entendre plus tard. Nous avons dû en quelque sorte composer avec cet imprévu, monsieur Bellavance. D'accord?

[Français]

**M. André Bellavance:** Merci.

[Traduction]

**Le président:** Poursuivons donc les présentations. Nous accueillons également Bob Friesen, président de la Fédération de l'agriculture — un invité qui n'est pas étranger à ce comité.

Bienvenue à tous. Je vous rappelle que vous avez d'abord dix minutes pour faire une déclaration liminaire.

Je crois, madame Ross, que vous partagerez votre temps avec Mme Regier. Là-dessus, je vous cède donc la parole.

**Mme Colleen Ross (présidente des femmes, Syndicat national des cultivateurs):** Je pense que je vais commencer, ensuite ce sera au tour de Kalissa, puis de Bob.

Mesdames et messieurs, je vous remercie beaucoup de l'occasion que vous m'offrez de m'adresser à vous aujourd'hui. Nous n'avons appris que lundi soir qu'on nous avait demandé de comparaître, alors que nous rentrions chez nous par l'autoroute 401 après avoir assisté au 38<sup>e</sup> Congrès annuel du Syndicat national des cultivateurs, à London. Kalissa revenait justement avec moi. Donc, plutôt que de prendre deux ou trois jours de congé, nous sommes venues vous rencontrer. Mais c'est un plaisir d'être ici et nous vous remercions de nous recevoir.

Nous représentons le Syndicat national des cultivateurs. Nous sommes toutes les deux membres de l'exécutif national et du conseil d'administration.

J'en profite pour saluer le député de ma circonscription, M. Guy Lauzon. Je vis et j'exploite une ferme dans la région d'Iroquois, en Ontario. M. Lauzon a visité ma localité et il a également assisté à un office religieux à mon église.

Permettez-moi de saluer M. Lauzon. Merci.

Je vais vous exposer notre point de vue dans le contexte de Cultivons l'avenir, qui semble être le sujet à l'étude aujourd'hui, et Kalissa vous parlera de sa vision en matière d'agriculture.

Au cours des dix dernières années, il y a eu beaucoup d'études, de mémoires, de recommandations et de propositions — que bon nombre d'entre nous connaissent très bien — portant sur l'effondrement actuel du secteur agricole dans la société canadienne. La publication de Statistique Canada sur le secteur agricole parue en 2007 montre que les régions rurales du Canada sont en proie à une crise perpétuelle. La diminution du nombre des exploitations agricoles et des agriculteurs, le vieillissement constant et croissant des effectifs et le revenu net moyen très au-dessous de la moyenne nationale, indiquent que l'espace rural souffre sans conteste d'un cancer incurable.

Cultivons l'avenir recommande certes des mesures progressives pour s'attaquer à ce qui préoccupe les agriculteurs et les consommateurs, mais la plupart des principes et politiques ne reposent vraiment sur rien de sensé novateur et éclairé. J'ai participé à plusieurs consultations au fil des années, depuis celles qu'avait enclenchées Lyle Vanclief jusqu'aux plus récentes. Et j'ai voyagé d'un bout à l'autre du pays pour participer à ces consultations.

Les avantages concurrentiels dont on parle beaucoup dans Cultivons l'avenir n'ont pas apporté la réussite financière à la vaste majorité des agriculteurs canadiens. Il est vrai que nous avons été compétitifs. Selon les propres données d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, on doit à l'agriculture des exportations dépassant 15,4 milliards de dollars pour la première moitié seulement de l'année en cours, mais la majorité des agriculteurs afficheront encore une perte nette cette année, ou du moins un revenu agricole très faible.

Dans Cultivons l'avenir, les résultats stratégiques s'appliquent à un secteur compétitif et innovateur qui contribue aux priorités de la société et qui gère les risques de façon proactive. Or, ces résultats ne peuvent être atteints que si l'on règle une fois pour toutes le problème de la rentabilité des exploitations agricoles sans empirer davantage la culture de dépendance sans fin qui caractérise l'agriculture de nos jours. Nous devons briser ce cycle de dépendance.

La prétendue modernisation de nos systèmes de réglementation et l'harmonisation de nos normes dans l'ensemble des conseils internationaux donneront simplement aux agrofournisseurs et aux fabricants de produits alimentaires dont l'exploitation est rentable la capacité d'accéder à des produits qui seraient autrement jugés potentiellement impropres à la consommation au Canada.

Selon les objectifs visés dans Cultivons l'avenir, on peut faire ressortir l'importance d'acheter des produits canadiens en modifiant la réglementation en usage sur l'étiquetage, laquelle prête à confusion. Un programme similaire au programme d'étiquetage exigeant la mention du pays d'origine communiquera aux Canadiens les renseignements dont ils ont besoin. Un nombre grandissant de Canadiens veulent soutenir les produits portant la mention « Cultivé au Canada », pas seulement « transformé et emballé au Canada ».

De plus, en ce qui a trait aux priorités sociales mentionnées dans le document Cultivons l'avenir, en achetant localement ou en achetant des produits « cultivés au Canada », on peut facilement diminuer les risques pour la santé et la sécurité, et les agriculteurs pourront ainsi accroître et faciliter la rentabilité de leur exploitation agricole. Cela va de soi, c'est une simple question de bon sens.

En tant qu'agricultrice, j'ai toujours géré mes propres risques. Je n'avais pas le choix. J'ai exercé ce métier pendant plus de 25 ans et je suis toujours dans le secteur, ce qui est révélateur. C'est peut-être statistiquement impossible, mais c'est vrai. J'ai diversifié mes activités et j'ai établi des stratégies de manière à répondre aux demandes du marché, aux échelles locale, nationale et internationale.

La nouvelle série de programmes proposés et bientôt implantés pourrait être une solution à court terme pour certains agriculteurs, mais par le passé, ceux qui étaient vraiment dans le besoin ont reçu une aide insignifiante sous forme de paiements. Le rapport de la vérificatrice générale — dont j'ai apporté une copie — sur le PCSRA fait ressortir des failles auxquelles on pourra remédier à l'avenir. Une fois de plus, je veux souligner que nous devons sortir du cycle de la dépendance.

•(1535)

Comme nous sommes à court de temps, je vais sauter quelques points de mon exposé.

Il faut en particulier nous concentrer sur les programmes qui permettent aux agriculteurs de tirer un meilleur revenu du marché et non des contribuables. La régularisation du marché et de la gestion de l'offre ont assuré aux agriculteurs la rentabilité. Ce sont des mécanismes qui doivent être protégés dans le commerce international. Ils jouent le rôle d'un programme de gestion des risques de l'entreprise et sont en fait soutenus par la majorité des agriculteurs, pas seulement au Canada, mais partout dans le monde.

Pour avoir plus de succès, les agriculteurs devront accroître la rentabilité de leur entreprise. Les causes profondes des crises qui affectent le revenu agricole ne peuvent être réglées par un programme ou une série de programmes de gestion des risques de l'entreprise.

Les agriculteurs de l'Ouest du Canada — et Kalissa vous en dira davantage là-dessus — ont besoin de moyens de transport appropriés, bien entretenus, accessibles et abordables, y compris des lignes de chemin de fer. Nos exploitations agricoles des Prairies et des régions éloignées étant essentiellement axées sur les produits primaires et l'exportation, il faut instaurer des dispositions particulières garantissant que la Loi sur les transports au Canada fait une priorité absolue de leurs besoins.

Présentement, la crise alarmante qui sévit dans les secteurs du porc et du boeuf ne peut être ignorée — j'élève moi-même du bétail. Si l'on y pense, une bonne gestion des risques de l'entreprise doit absolument permettre de vaincre les crises de cette envergure. La semaine dernière, le SNC a adopté une résolution demandant aux gouvernements fédéral et provinciaux d'aider les agriculteurs en leur versant des paiements progressifs jusqu'à un maximum de 100 000 \$ en fonction de leurs pertes courantes sur le marché. Il s'agirait de paiements hors PCSRA visant directement les agriculteurs dans le but de veiller à ce que l'argent des contribuables ne soit pas monopolisé par les grands exploitants d'abattoirs ou les parcs d'engraissement contrôlés par ces derniers, comme cela s'est produit durant la crise de la vache folle.

Comme pour tous les programmes, le SNC demeure inflexible dans sa conviction que toutes les interventions gouvernementales doivent viser d'abord et avant tout les exploitations agricoles familiales et que des agriculteurs comme les éleveurs-naisseurs doivent recevoir de l'aide. En outre, le SNC demande au comité permanent de la Chambre des communes de forcer les grands exploitants d'abattoirs de boeuf et de porc et détaillants en alimentation d'ouvrir leurs livres pour que les agriculteurs, les décideurs et les contribuables puissent découvrir qui sont ceux qui réalisent des bénéfices avec le bétail. Il faudrait également ouvrir une enquête sur les crises soudaines et dramatiques que connaît le secteur agricole, enquête à laquelle les producteurs primaires devraient avoir amplement la possibilité de participer.

Le SNC prépare actuellement un document consultatif destiné aux décideurs qui contiendra des recommandations sur la manière d'assurer la stabilité dans l'industrie du bétail et de restaurer la viabilité des exploitations agricoles familiales, ce qui éliminerait la nécessité de recourir au soutien des contribuables à l'avenir. Enfin, le SNC conseille au gouvernement du Canada de refouler sa tendance naturelle à consulter et à financer à outrance des groupes de réflexion du monde des affaires comme l'Institut canadien des politiques agroalimentaires, l'ICPA. Ce présumé groupe de réflexion indépendant pratique l'exclusion et est très éloigné des réalités du secteur agricole.

Pour clore cet exposé, je parlerai du rôle du gouvernement dans la préservation de la confiance du public, voire la protection du public. Des politiques qui placent les producteurs et les consommateurs au centre du développement garantiront la stabilité et l'équité. Un gouvernement qui n'a pas de politiques visant à préserver et à renforcer les communautés et les économies rurales, la salubrité des aliments, la viabilité des producteurs et la capacité des agriculteurs à prospérer, perd la confiance du public.

Je vous remercie.

• (1540)

**Le président:** Merci, madame Ross.

Madame Regier, vous avez à peu près deux minutes.

**Mme Kalissa Regier (vice-présidente des jeunes, Syndicat national des cultivateurs):** Merci beaucoup de me donner l'occasion de vous parler au nom des rares jeunes cultivateurs qu'il reste au Canada.

J'appartiens à une famille qui pratique l'agriculture depuis cinq générations en Saskatchewan. J'ai été élevée sur une ferme familiale au nord de Saskatoon; je suis la plus jeune de quatre enfants et les trois autres sont tous ingénieurs aujourd'hui. Quand je suis revenue à la ferme il y a quatre ans de cela, c'était une exploitation céréalière typique des Prairies, mais au cours des quatre dernières années, de grands changements y ont été apportés.

Je suis maintenant le principal exploitant de notre ferme familiale de 1 500 acres. Nous avons un permis de production de chanvre depuis 2004, et nous avons récemment obtenu une certification de produits biologiques. La ferme produit aussi du blé, de l'orge, des lentilles, des pois, du lin, de l'avoine et du seigle. Par ailleurs, je viens de renouveler mon mandat de vice-présidente des jeunes au Syndicat national des cultivateurs.

Actuellement, les questions concernant les jeunes agriculteurs au Canada sont épineuses. Ces 15 dernières années, le nombre d'agriculteurs de moins de 35 ans est passé de plus de 80 000 à moins de 30 000, ce qui représente une diminution de plus de 60 p. 100. En l'espace d'une année seulement, l'âge moyen des agriculteurs canadiens est passé de 50 à 53 ans.

Ces statistiques n'ont rien de surprenant, étant donné que le Canada a connu ces dernières années les revenus agricoles les plus faibles de toute son histoire. Tant que la rentabilité à long terme ne sera pas assurée pour nos jeunes agriculteurs, leur nombre continuera de décroître.

L'une des clés du profit durable pour les jeunes agriculteurs réside dans la stabilité des marchés. Il arrive trop souvent, hélas, que les jeunes agriculteurs n'aient pas la souplesse financière voulue pour tirer parti de nos marchés libres. Ils sont souvent forcés de vendre leurs produits dès qu'ils le peuvent et à faible prix pour régler leurs factures. La Commission canadienne du blé et les stratégies de régulation de l'offre d'autres organismes jouent un rôle stabilisateur critique pour les agriculteurs dans cette industrie de plus en plus mouvante.

Les nouveaux programmes de gestion des risques de l'entreprise proposés dans le cadre de l'initiative Cultivons l'avenir sont des solutions à court terme qui ne sont efficaces que si l'on accepte un manque à gagner. Un vrai programme de stabilité agricole doit porter sur des politiques qui renforcent le pouvoir de négociation collectif des agriculteurs, permettant ainsi de réduire les risques au niveau individuel et le besoin d'appui du gouvernement fédéral.

Ma décision de retourner dans le secteur rural en Saskatchewan et de me lancer dans une carrière d'agriculteur va radicalement à

l'encontre de ce que recommandent les statisticiens dans le domaine: selon les normes sociales, il est acceptable et raisonnable pour les jeunes de tourner le dos à leurs racines rurales.

La nourriture et l'agriculture sont des éléments fondamentaux de notre société dans son ensemble. En tant que jeune agricultrice, ma réussite dépend non seulement de mes connaissances et de ma compétence, mais aussi d'une politique agricole juste et équitable qui fait passer les intérêts des agriculteurs avant tout.

Merci.

• (1545)

**Le président:** Merci beaucoup.

M. Friesen a la parole pour les dix prochaines minutes. Je vous en prie.

**M. Bob Friesen (président, Fédération canadienne de l'agriculture):** Merci beaucoup, monsieur le président, et merci de m'avoir invité.

Tout d'abord, permettez-moi d'applaudir ce comité pour avoir réagi aussi rapidement à la crise du bétail. Je crois que vous avez fait venir des représentants du secteur bovin et du secteur porcin il n'y a pas longtemps. Les autres membres de la FCA sont tout à fait d'accord avec les solutions que vous a présentées le Conseil canadien du porc pour remettre l'industrie à flot et aider les agriculteurs à s'en sortir.

Nous exhortons les deux gouvernements à examiner non seulement les solutions faciles sur le plan administratif, mais aussi les suggestions particulières qui leur sont soumises. Injecter de l'argent pour résoudre un problème est souvent une solution de facilité, mais nous devons veiller à ce que nos éventuelles mesures commerciales ne créent pas un problème encore plus grave. Je vous remercie donc encore une fois d'écouter ces personnes.

Je voudrais faire quelques menus commentaires sur trois sujets. Je vais commencer par la réunion des ministres fédéraux et provinciaux qui a eu lieu la fin de semaine dernière. Je vais ensuite vous toucher un mot du document de Cultivons l'avenir qui a été produit à Whistler. Je terminerai par quelques commentaires concernant l'excellente liste de recommandations sur l'agriculture qui a été établie par votre comité.

Tout d'abord, en ce qui concerne la réunion fédérale-provinciale-territoriale de la semaine dernière, elle a été, à notre sens, plutôt constructive. Nous sommes très contents que les ministres aient accepté de prolonger tous les programmes non liés à la gestion des risques de l'entreprise.

L'un des principaux sujets dont il a été question à la table ronde ministres-industrie de Whistler est la nécessité de ne pas entraver les programmes ni leur financement. Les ministres se sont vraiment attaqués à la question, ce dont nous leur savons gré.

Nous sommes aussi très heureux qu'ils aient passé autant de temps à discuter de la crise du bétail. Encore une fois, cela indique clairement qu'ils se rendent compte de la gravité de la situation, ce qui est aussi fort apprécié.

Nous avons eu le plaisir de voir le ministre provincial de l'Agriculture monter au créneau pour défendre la question des programmes de soutien en cas de catastrophe, qui porteront le nom d'Agri-relance. Comme vous le savez, il y avait un problème de financement. Il semblerait que les ministres aient relevé le défi, et nous remercions le ministre fédéral d'avoir su les concilier sur cette question.

Au début, nous étions préoccupés par le caractère régional des programmes de soutien en cas de catastrophe, mais depuis, nous avons appris que les éléments des programmes s'appliqueraient aussi aux catastrophes nationales. En cas de catastrophe à grande échelle, il peut y avoir une différence en termes de financement, mais ce n'est pas un problème du moment qu'il y ait un mécanisme en place pour réagir très rapidement.

Une chose qui continue de nous préoccuper — et ce n'est pas la première fois que je la mentionne ici —, c'est que les membres de la Fédération continuent de demander que les programmes de gestion des risques de l'entreprise comportent ce que nous appelons un élément Agri-flexibilité. Cela fait aussi partie de votre liste de recommandations. Il s'agit simplement de prévoir une certaine souplesse pour que le gouvernement fédéral puisse injecter de l'argent dans d'éventuels programmes destinés à cibler des besoins particuliers d'une province ou d'une région donnée. Cela devrait tout de même aller dans le sens des objectifs nationaux. Mais nous pensons qu'il serait possible de prévoir un mécanisme de ce genre, qui apporterait un élément très constructif à la série de programmes. Nous allons donc continuer de vous demander votre appui à ce sujet. Je sais qu'il en a été question à la réunion fédérale-provinciale, et j'espère qu'on continuera à y travailler et qu'on verra des résultats.

En ce qui concerne le document de *Cultivons l'avenir*, encore une fois, nous sommes contents du document qui est ressorti de Whistler. Il comprenait une bonne partie des éléments que les membres de la Fédération avaient apporté à ce que nous avons appelé notre Loi agricole canadienne. On y parle de trois cercles plutôt que de trois piliers. Nous pensons que c'est une image constructive, surtout lorsqu'on superpose ces trois cercles et qu'on obtient un petit triangle au milieu. C'est le genre d'intégration dont nous avons besoin dans le secteur agricole, avec toutes nos différentes politiques.

Ces trois cercles représentent l'élément produits et services publics, l'élément gestion des risques de l'entreprise et l'élément croissance stratégique. Nous trouvons que le document de *Cultivons l'avenir* prévoit suffisamment de souplesse pour que l'industrie puisse continuer à alimenter le processus et mettre au point un nouveau cadre stratégique pour l'agriculture des plus efficace.

Je peux vous assurer que l'industrie est fin prête et impatiente de commencer à travailler sur le détail des programmes. Nous voulons vraiment voir de quoi tout cela aura l'air dans les faits, alors nous avons hâte de commencer la prochaine série de consultations.

• (1550)

J'aimerais aborder très brièvement deux questions.

Je sais que nous avons amplement discuté de la gestion des risques de l'entreprise, je ne m'étendrai donc pas davantage sur ce sujet, sauf pour dire que nous sommes très heureux d'avoir obtenu un niveau supérieur de contribution au PCSRA. Cette augmentation ne pouvait survenir à un meilleur moment pour l'industrie des céréales et des oléagineux, mais compte tenu de la diversité et des différents secteurs qui existent au Canada, elle ne pouvait survenir à un pire moment pour l'industrie de l'élevage. Nous espérons, à nouveau, que les gouvernements se pencheront sur la proposition du CCP concernant cette question, parce qu'à long terme, ce niveau supérieur sera avantageux pour tous les secteurs.

Je serai très bref en ce qui concerne les biens et services publics. Je crois que vous avez tous entendu parler de l'initiative en matière de services d'utilisation des terres agricoles. Il y a actuellement trois ou quatre projets pilotes dans tout le Canada. Nous sommes très optimistes à l'égard de ceux-ci. Par exemple, un de ces projets pilotes est axé sur la population, la municipalité et le gouvernement

provincial et reconnaît qu'il y a un nombre assez élevé d'agriculteurs dans une région où il y a beaucoup d'eau. Il a pour objectif de veiller à ce que l'eau ne soit pas contaminée et c'est pourquoi il offre du financement à des agriculteurs pour qu'ils créent des zones tampons plus grandes que ce qu'exige la réglementation. Il s'agit d'un projet très constructif, car il crée des liens étroits entre les agriculteurs et ceux que nous appelons généralement les citoyens. Fait surprenant, seulement 11 p. 100 des ruraux sont en fait des agriculteurs, il est donc important qu'existent des liens étroits entre ceux-ci et les ruraux qui ne sont pas agriculteurs de même que les citoyens. Le pilier des biens et services publics vise — et ces projets pilotes en sont un bon exemple — à aider les agriculteurs à poser des gestes qu'ils n'auraient pas autrement les moyens de poser, parce qu'ils ne peuvent pas répercuter les coûts ajoutés sur les consommateurs. Il aide à atteindre un objectif social en permettant la préservation et l'amélioration du capital naturel du Canada. Le recours aux fonds publics pour aider les agriculteurs qui fournissent un bien commun permettrait aussi ultérieurement de réduire le fardeau de la gestion des risques de l'entreprise.

C'est ce que nous entendons par biens et services publics. Il ne s'agit pas seulement d'initiatives en matière de services d'utilisation des terres agricoles. Ce peut être des plans environnementaux de la ferme ou des programmes de salubrité des aliments, puisque que ces programmes visent également le bien commun en nous aidant à faire connaître le Canada à l'échelle internationale. Selon nous, ce pilier présente donc un potentiel positif.

Je ne mentionnerai plus la gestion des risques de l'entreprise, mais j'aimerais parler brièvement du pilier de la croissance stratégique. Dans le dernier CSA, on reconnaissait qu'il fallait des piliers de financement. En fait, le premier CSA était constitué de très importants piliers de financement, mais on n'a pas consacré suffisamment de temps à l'élaboration d'une stratégie visant à assurer la croissance et une meilleure rentabilité de notre industrie.

J'aimerais mentionner deux questions sur lesquelles nous avons commencé à travailler, outre les questions habituelles comme veiller à ce que nous ayons un meilleur accès au marché ou un accès à des marchés étrangers rentables, par l'intermédiaire soit de l'OMC soit d'ententes bilatérales, et conserver notre capacité d'utiliser des structures de commercialisation telles que la gestion de l'offre, des offices de commercialisation facultatifs, des lois visant les coopératives ou même un comptoir de vente unique — tant d'outils qui renforcent l'autonomie des agriculteurs. Ces deux questions ne représentent certainement pas une panacée pour toute l'industrie, mais elles constituent, selon nous, un pas de plus vers l'adoption d'une approche stratégique dans le secteur agricole. L'une d'entre elles est ce que nous appelons le plan d'investissement pour les coopératives. Je ne crois pas en avoir déjà parlé devant ce comité, mais nous avons examiné le modèle qui existe au Québec. Vous savez tous comment fonctionnent les coopératives. En fait, si elles fonctionnent partout ailleurs comme elles le font au Manitoba, vous payez des frais d'adhésion de 10 ou 20 \$ à la coopérative, mais rien ne vous incite à y investir davantage, puisque le capital investi ne génère aucun rendement.

Au Québec, on vous accorde un allègement fiscal si vous investissez dans une coopérative, parce que c'est le seul bénéficiaire qui vous revient alors, autre que celui, bien sûr, des ristournes obtenues lors des achats ou ventes en grande quantité effectués par l'intermédiaire de coopératives d'achat. Ainsi, au Québec, des allègements fiscaux à hauteur de 6 millions de dollars ont donné lieu à des investissements directs de 36 millions de dollars dans des coopératives ainsi qu'à des investissements de 100 millions de dollars effectués par les coopératives dans les régions rurales.

Nous croyons que, si une telle politique était appliquée à l'échelle nationale, des allègements fiscaux entre 16 et 20 millions de dollars généreraient au bout du compte des investissements directs de centaines de millions de dollars et des bénéfices accumulés encore plus importants pour les régions rurales. Nous pensons que ce modèle serait excellent pour créer, à peu de frais, un environnement plus solide pour les coopératives, parce que nous savons que le système coopératif peut être un bon outil pour renforcer l'autonomie des agriculteurs.

• (1555)

Deuxièmement, je voudrais évoquer très brièvement un sujet dont j'ai parlé la dernière fois que j'ai comparu devant le comité, soit l'idée d'une étiquette « cultivé au Canada ». Vous en avez fait mention dans vos recommandations. Nous avons effectué une étude dont les résultats vous ont été transmis, il me semble. Selon cette étude, 90 p. 100 des Canadiens aimeraient que les produits canadiens soient clairement identifiés; 50 p. 100 ont affirmé — et je sais que c'est facile à dire au téléphone — qu'ils seraient disposés à payer un supplément pour des produits canadiens et 73 p. 100 d'entre eux ont déclaré qu'ils seraient prêts à payer un supplément plus élevé si une partie de celui-ci revenait aux agriculteurs. Nous avons travaillé fort à ce sujet. Nous allons maintenant créer des groupes de travail qui discuteront avec d'autres organisations agricoles qui ne sont pas membres de la FCA. Nous collaborons déjà avec Fabricants de produits alimentaires du Canada et des distributeurs en alimentation. Nous voulons intégrer toutes les parties à cette initiative et vraiment commencer le marquage des produits canadiens au Canada.

Je crois qu'il me reste deux minutes, monsieur le président. Je vais parler très brièvement de trois recommandations. En passant, tout le document était très positif selon nous.

Une de vos recommandations portait sur la création d'un comité consultatif qui examinerait la politique agricole. D'après la réponse, les consultations sont améliorées grâce à la création de groupes de travail et ainsi de suite, mais je dois souligner l'importance et les avantages pour le gouvernement fédéral et pour le ministre d'avoir un comité consultatif solide. Celui qui existait auparavant a rassemblé la Western Canadian Wheat Growers Association, la Canadian Cattlemen's Association, la Western Barley Growers Association et la Canadian Canola Growers Association. Ce groupe, lorsqu'il est parvenu à un consensus, a fait une recommandation de poids au ministre, ce qui l'a alors aussi aidé dans ses négociations avec les ministres provinciaux.

Votre recommandation 19 porte sur les programmes d'accompagnement. Nous pensons qu'il s'agit d'un volet important que nous devons développer. La recommandation 9 traite de l'élément « cultivé au Canada ». Je vous remercie d'en avoir fait mention. La recommandation 17 porte sur des programmes tels que le Programme d'autogestion des risques et le programme d'assurance-production autogérée. À ce sujet, je voudrais seulement mentionner que l'industrie horticole de tout le Canada a élaboré un excellent programme national d'assurance-production, que rien d'autre ne pourrait surpasser. Nous demandons votre soutien à cet égard.

Merci beaucoup, monsieur le président. J'ai terminé. Je suis disposé à répondre aux questions.

**Le président:** Merci, monsieur Friesen.

Nous allons commencer les périodes de questions de sept minutes. Gardez ce délai à l'esprit si vous voulez avoir le temps de poser toutes vos questions et d'entendre toutes les réponses.

Monsieur Boschoff.

**M. Ken Boshcoff (Thunder Bay—Rainy River, Lib.):** Il y a plusieurs années quand la maladie de la vache folle sévissait, le prix des vaches s'est effondré, mais malgré cela, le prix du boeuf n'a jamais vraiment bougé. Maintenant, depuis avril, juillet en réalité, mais aussi avant, les prix des porcs et des bovins ne cessent de chuter. Il ne s'agit pas d'une chute en dents de scie, mais d'une chute directe, et je me demande si le temps n'est pas venu pour une certaine alliance entre les agriculteurs et les consommateurs ou les citoyens afin de faire comprendre à la population que certains gagnent maintenant encore plus d'argent, alors que les agriculteurs en font encore moins qu'avant et risquent vraiment la faillite. Cette question ne s'adresse à personne en particulier.

Ma deuxième question porte sur la flexibilité par rapport aux régions. Il est remarquable qu'au sein même des structures gouvernementales, des critères de valeur identiques sont utilisés, de sorte que même s'il en coûte vraisemblablement davantage pour un petit exploitant qui essaie de cultiver des fraises dans le Nord-Ouest de l'Ontario, des mécanismes comme les options ou autres n'offrent aucune flexibilité aux régions. Effectivement, quelqu'un qui veut se lancer dans des activités agricoles dans une région qui se trouve essentiellement à l'extérieur de la ceinture agricole est sérieusement désavantagé et dissuadé de se lancer dans une telle entreprise. Pouvez-vous répondre à cette question?

Ma troisième question concerne l'initiative « étiquette verte ». Je pense que les Canadiens sont absolument horrifiés par le fait que lorsqu'ils achètent du jus de pomme identifié comme « produit du Canada », ils découvrent que les pommes viennent d'un autre pays où les restrictions et inspections peuvent être beaucoup moins sévères que les nôtres. On se demande en fait si on peut faire confiance au gouvernement. Il me semble, personnellement, que plus ces questions sont connues et plus le public en est conscient... même les enfants sont au courant, par exemple, qu'il n'y a pas de beurre dans les tartelettes au beurre, et que les pommes dans le jus ne viennent pas vraiment du Canada, et c'est ce qu'ils nous ont dit à l'école.

Vous pouvez peut-être prendre les six minutes qui restent pour répondre à ces trois questions.

• (1600)

**Mme Colleen Ross:** Merci.

J'aimerais simplement aborder la question du prix du boeuf et du porc. La viande hachée dans les épiceries se vend plus cher que jamais. Nous avons vu cela lors de la crise de la vache folle et nous assistons au même scénario aujourd'hui. La situation est pire que jamais; l'écart se creuse de plus en plus. Le SNC exhorte le comité de la Chambre des communes à forcer les abattoirs de bovins et de porcs et les détaillants alimentaires dominants à ouvrir leurs livres pour que nous ayons une idée précise de la façon dont tout cet argent est dépensé. Nous demandons également la tenue d'une enquête sur les causes de cette crise soudaine et grave qui frappe l'industrie des productions animales. Il y a beaucoup d'agriculteurs qui aimeraient savoir ce qu'il en est, et nous voulons le savoir aussi.

Alors oui, allez-y. Il y a une limite à ce que nous pouvons faire comme agriculteurs. Heureusement, je n'ai pas besoin d'acheter de bœuf et de porc, mais c'est un problème très grave et les consommateurs ne s'en rendent pas compte. Mais en revanche, ils entendent parler de programmes de protection du revenu, de gestion des risques opérationnels et d'argent additionnel pour les agriculteurs. Il est donc très difficile pour nous d'avoir de la crédibilité quand beaucoup de contribuables — et les membres mêmes de ma famille qui ne sont pas agriculteurs — entendent dire qu'il y a de l'argent additionnel pour les agriculteurs, et cela crée l'illusion que les régions rurales canadiennes sont prospères. Cette perception est renforcée par le fait que le grand public ignore également que des dettes faramineuses ont été accumulées.

Je laisserai mes collègues aborder les autres questions.

**M. Bob Friesen:** Merci.

J'étais avec les représentants du Conseil canadien du porc, hier soir, lorsqu'ils ont témoigné devant un comité du Sénat, et ils ne se plaignent pas du prix des céréales, ça c'est sûr. Ils pensent que les producteurs de céréales récoltent enfin ce qu'ils méritent. Par exemple, dans l'ensemble du Canada cette année, le prix de l'orge a augmenté de 70 à 75 p. 100 par rapport à l'année dernière. Ils ont donc ce qu'ils méritent. Malheureusement, cela frappe durement l'industrie des productions animales, et la valeur du dollar augmente beaucoup. Le dollar a augmenté d'environ 10 ¢ entre les mois de janvier et de septembre de cette année, et au cours des deux derniers mois, il a soudainement grimpé de 14 ¢. On observe donc également une certaine volatilité du dollar et, bien entendu, tout cela a contribué à réduire considérablement les marges.

Quant à la souplesse régionale, nous reconnaissons que la situation en Saskatchewan est différente de celle de l'Île-du-Prince-Édouard en matière d'agriculture. Donc, bien que nous appuyons une approche nationale, nous croyons qu'il devrait y avoir une certaine souplesse régionale. Le Québec a lui-même un programme. L'Alberta fait toujours de petites choses complémentaires avec son argent : elle a un prix plancher pour les céréales et elle joue un peu avec ses marges de référence. Les régions font déjà preuve de souplesse de toute façon. Nous savons que les provinces de l'est du Canada aimeraient utiliser des fonds complémentaires pour l'élaboration d'un programme stratégique proactif. La Saskatchewan pourrait utiliser des fonds complémentaires. Elle possède 45 p. 100 des terres arables canadiennes, et son programme d'assurance-récolte est le pire au Canada. Elle pourrait utiliser des fonds complémentaires pour améliorer son assurance-récolte. De cette façon, nous pourrions instaurer une certaine équité au lieu de laisser l'Alberta dépenser beaucoup d'argent dans des initiatives propres à sa province... Le Québec et, bien sûr, l'Ontario aimeraient le programme de gestion des risques. Nous croyons qu'il s'agirait d'un ajout très constructif.

En ce qui concerne l'étiquette « cultivé au Canada », vous avez raison. Je ne sais pas combien d'entre vous ont regardé *Market Place* et, je crois, *W-FIVE*. Je pense que nous pourrions maintenant prendre le train en marche et faire en sorte que les consommateurs soient de la partie dans ce dossier. Je me suis entretenu avec des apiculteurs albertains il y a quelques semaines, et je ne m'étais pas rendu compte que, pendant des années, ils ont eu des problèmes avec l'étiquette « numéro un au Canada » apposée sur les contenants de miel. Ce n'est vraiment qu'une norme de classement ou une attestation d'inspection, mais cela laisse entendre qu'il s'agit de miel canadien et les apiculteurs disent que la moitié de ce miel provient probablement d'un autre pays. L'étiquetage n'est soumis qu'à une seule exigence par la loi, celle d'être authentique. Nous pensons donc que ce serait là

une excellente occasion d'appuyer les initiatives « d'achat local ». Cela n'a pas pour but de miner les initiatives provinciales ou « d'achat local » qui sont en place, mais simplement d'ajouter un élément constructif qui permet véritablement de désigner les produits canadiens.

• (1605)

**Le président:** Merci.

Monsieur Bellavance.

[Français]

**M. André Bellavance:** Je vous remercie d'être venus ici dans un si court délai; ce n'est pas évident. Nous aussi aurions préféré qu'il y ait plus de séances du comité d'ici Noël, mais il y a eu un discours du Trône, ce qui est évidemment un événement important. Il y a aussi eu un énoncé économique, et dans les deux cas, nous n'avons pas été très impressionnés, compte tenu de la place qu'occupait l'agriculture. Heureusement, le Bloc québécois avait exigé, dans ses demandes relatives au discours du Trône, que la protection de la gestion de l'offre y figure. On a obtenu que ça y soit; c'était la bonne nouvelle. Cependant, on n'avait pas demandé que l'on parle encore de démanteler la Commission canadienne du blé. Le gouvernement est revenu avec une phrase, collée sur celle sur la gestion de l'offre, dans laquelle il indiquait qu'il voulait remettre au programme son idée de programme mixte pour la Commission canadienne du blé.

Vous en avez fait mention tout à l'heure, monsieur Friesen, l'énoncé économique ne contient pas de mesures pour atténuer la crise que vivent les producteurs de bovins et les producteurs de porcs. Dans votre communiqué, suite au discours du Trône, on pouvait lire que vous avez bien accueilli le soutien exprimé pour la gestion de l'offre, mais que vous avez certaines réserves quant aux mesures qui auraient pu être mentionnées, notamment — je pense que c'est un dossier qui vous est cher — une plus grande souplesse des programmes. Ce dossier nous est cher aussi, parce que l'opposition, malgré ce que certains peuvent en dire, a fait un travail assez remarquable dans le cadre du rapport du comité déposé en juin dernier. Malheureusement, il y a eu un rapport minoritaire préparé par le parti gouvernemental. Je pense que tout le comité a fait un rapport remarquable, je ne veux insulter personne. On avait fait beaucoup de place à la souplesse que les programmes devraient avoir.

Cependant, j'aimerais entendre ce que vous avez à dire au sujet de la réponse du gouvernement, réponse qu'il a donnée malgré notre tournée, malgré le quasi-consensus sur la souplesse des programmes et malgré le rapport très clair sur la souplesse que les programmes pour les provinces devaient avoir. On parle du cadre stratégique Cultivons l'avenir, qui prévoit une certaine souplesse.

Êtes-vous optimiste face à ce qu'on retrouvera dans ce cadre stratégique relativement à cette souplesse qui vous est particulièrement chère et dont vous parlez assez souvent?

[Traduction]

**M. Bob Friesen:** Nous croyons qu'il devrait exister une enveloppe qui permettrait d'allouer certains fonds à des éléments régionaux ou propres aux provinces afin d'appuyer l'approche nationale en matière de gestion des risques opérationnels.

Je sais que, dans la réponse du gouvernement à cette recommandation de votre rapport, on mentionne qu'il ne devrait pas y avoir de discrimination entre les secteurs. Nous sommes aussi de cet avis. Nous ne voulons pas créer d'injustice au pays. Nous essayons d'instaurer une certaine équité tout en sachant qu'il y a des différences dans le domaine de l'agriculture compte tenu de notre grande diversité. La réalité est différente selon les régions du Canada.

On mentionne également une préoccupation relative aux échanges commerciaux. Nous savons que nous avons actuellement tant de millions de dollars à consacrer aux dépenses dans la catégorie jaune, et cela n'est vraiment pas suffisant. Nous savons que, s'il y a un cycle de Doha, nos dépenses permises dans la catégorie jaune diminueront forcément. Si c'est le cas, il incombe au gouvernement fédéral de s'assurer que chaque province a sa juste part de fonds à consacrer à la catégorie jaune. Une fois la part nationale déduite, la somme qui reste devrait être divisée équitablement entre les provinces. Nous croyons que cela peut se faire de façon constructive, et grâce à une enveloppe gouvernementale prévoyant l'affectation de tant de dollars à des programmes complémentaires régionaux et propres aux provinces qui concernent la gestion des risques opérationnels.

Les nouvelles qui nous parviennent des deux ordres de gouvernement concernant la flexibilité des programmes non liés à la gestion des risques opérationnels sont encourageantes. Cela est important aussi. Nous ne pouvons pas mettre l'accent sur un type de programme et négliger l'autre. Nous croyons que les deux types de programme sont importants parce que nous pensons qu'il est tout à fait possible pour les provinces de mener des initiatives régionales et propres à leur province en ce qui a concerné également les programmes non liés à la gestion des risques opérationnels. Nous estimons que les deux vont de pair.

• (1610)

**Le président:** Madame Ross.

**Mme Colleen Ross:** Parler de ces programmes n'a jamais été ma spécialité. À vrai dire, je n'ai jamais profité personnellement de ces programmes puisque les activités de ma ferme sont si diversifiées. Aussi, parce que nous en parlons continuellement et parce que nous discutons régulièrement et de façon de plus en plus approfondie des contraintes qui découlent de nos accords avec l'OMC qui nous ont nui à maints égards, j'ai l'impression que cela crée une culture très insidieuse de dépendance. Ce n'est pas quelque chose dont je veux réellement parler simplement parce que je crois que c'est très négatif.

Je crois que nous devons aborder la question la plus difficile. Il faut nous demander comment nous nous sommes retrouvés dans ce pétrin. Comment remédier aux inégalités du marché auxquelles nous sommes confrontés? Et comment nous attaquer à cela au lieu de remettre en question ce qui fonctionne déjà bien dans ce pays, comme le comptoir unique de vente établi par la Commission canadienne du blé?

Nous avons donc un gouvernement qui, d'une part, est solidement déterminé à saper et à détruire le pouvoir de commercialisation qui nous est conféré par la Commission canadienne du blé et, d'autre part, nous en remet avec un programme de gestion des risques opérationnels. Si cela ne contribue pas à créer de façon insidieuse une culture de dépendance, c'est quoi alors?

Je trouve donc que ce sujet est très négatif.

J'aimerais que l'on parle davantage des comptoirs uniques de vente et de la gestion des approvisionnements. Cela contribuerait certainement à régler, à un certain niveau, la crise du revenu qui

frappe le Canada. Mais il s'agit là de questions beaucoup plus difficiles à aborder.

**Le président:** Il vous reste environ 10 secondes, André.

[Français]

**M. André Bellavance:** Merci beaucoup.

[Traduction]

**Le président:** Nous passerons à M. Miller.

**M. Larry Miller (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC):** Merci, monsieur le président.

J'aimerais remercier nos invités d'être ici aujourd'hui.

Kalissa, je suis sensible à certains de vos commentaires sur le jeune âge de nos agriculteurs. Mes trois fils comptent parmi la sixième génération à avoir vécu sur notre ferme, et ils ont opté pour d'autres carrières; ils ne seront pas producteurs agricoles.

Il y aura donc un vide ici. C'est pourquoi vos commentaires me touchent de près.

**M. Lui Temelkovski (Oak Ridges—Markham, Lib.):** Vous ne pouvez donc pas prendre votre retraite.

**M. Larry Miller:** Je ne peux pas prendre ma retraite.

J'ai une question pour vous, Bob. Vos collègues du Syndicat national des cultivateurs ont récemment soumis un mémoire officiel à l'ombudsman de l'Ontario concernant le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario. Le Syndicat a essentiellement fait plusieurs déclarations selon lesquelles le ministère provincial fonctionne mal et ne répond pas aux besoins des producteurs agricoles de l'Ontario. Il a demandé à l'ombudsman de soumettre le ministère à une enquête.

Cela m'amène à aborder certains points dont vous avez discuté. Vous appuyez aujourd'hui ce que vous appelez le programme AgriFlex. Vous demandez que le gouvernement fédéral fasse en sorte que les crédits fédéraux affectés à l'agriculture soient transférés aux provinces de façon à ce que ces provinces puissent en disposer comme bon leur semble.

Compte tenu des accusations que le SNC a portées contre le ministère de l'Ontario, avez-vous remis en question, de quelque façon que ce soit, la proposition de la FCA au gouvernement fédéral à l'appui du programme AgriFlex?

• (1615)

**M. Bob Friesen:** Je suis désolé, je n'ai pas lu ce rapport, alors je ne sais pas exactement à quoi vous faites référence. Nous n'appuyons pas le concept AgriFlex simplement parce que l'Ontario le fait.

Je dois préciser une chose. Nous n'approuvons que le gouvernement fédéral envoie de l'argent dans les coffres des provinces afin qu'elles en fassent ce qu'elles veulent. Tout d'abord, l'octroi de fonds devrait dépendre de la contribution de 40 ¢ des provinces. Ensuite, il faudrait s'assurer que l'argent est utilisé d'une manière constructive pour répondre à un besoin dans le cadre d'un programme de gestion des risques de l'entreprise ou d'un autre programme en vue d'atteindre les objectifs nationaux établis dans le cadre des programmes nationaux.

Je ne peux pas faire de commentaires sur le ministère de l'Ontario. Je peux commenter sur la proposition de partenariats en gestion des risques et je crois que c'est ce qu'ils font...

**M. Larry Miller:** Ce n'était pas ma question, Bob.

En fait, j'aimerais que vous répondiez... et je comprends que vous n'avez pas vu le document qu'ils ont envoyé. Toutefois, il y était écrit noir sur blanc que le ministère fonctionne mal. Êtes-vous d'accord avec cet énoncé?

**M. Bob Friesen:** Je ne peux pas faire de commentaire à ce sujet... Je m'explique. Ce que nous constatons...

**M. Larry Miller:** Vous n'avez pas à commenter leurs propos. Mais êtes-vous d'accord avec leur énoncé? Trouvez-vous que le ministère de l'Agriculture de l'Ontario agit de manière satisfaisante à titre de, comment dites-vous, chef de file du secteur agricole?

**M. Bob Friesen:** Est-ce que le ministère fonctionne mal? Je dirais que non, certainement pas. D'après ce que nous constatons à la Fédération de l'agriculture de l'Ontario, le ministère a fait des choses très constructives.

**M. Larry Miller:** D'accord. Ma prochaine question va un peu plus loin. Si le gouvernement fédéral versait des fonds généraux à l'actuel gouvernement libéral provincial, croyez-vous qu'il serait possible de lui faire confiance avec l'argent fédéral?

**M. Bob Friesen:** Nous croyons qu'il doit y avoir reddition des comptes si de l'argent est envoyé aux provinces, comme c'était le cas avant le premier cadre stratégique pour l'agriculture, quand des fonds fédéraux étaient versés pour des programmes complémentaires. Nous jugeons qu'il doit tout simplement y avoir reddition des comptes.

Cela n'a pas toujours été le cas. Durant tout le processus de la formule de Fredericton et de la modification de cette formule, j'ai eu connaissance qu'à une reprise, la Colombie-Britannique a reçu beaucoup plus de fonds fédéraux qu'à l'habitude et que les organisations de la province n'ont jamais, selon leurs dires, vu la couleur de cet argent. C'est pourquoi nous croyons que si le gouvernement fédéral envoie de l'argent aux provinces, il faut que des règles strictes de reddition des comptes soient en place afin d'assurer que l'argent est utilisé comme prévu et qu'il contribue à atteindre les objectifs nationaux.

**M. Larry Miller:** Dans ce cas, il est raisonnable de présumer que si l'argent ne s'est pas rendu aux organismes, il pourrait y avoir du vrai dans l'accusation du SNC.

Enfin, pour passer à un autre sujet, comme vous le savez, certaines provinces, qui ont été mentionnées plus tôt par vous ou par M. Bellavance, je ne me souviens plus... Le gouvernement du Québec, par exemple, investit beaucoup dans l'agriculture, et je l'en félicite. C'est quelque chose qui aurait dû se faire depuis longtemps ici, en Ontario. Et l'Alberta dispose aussi de certains programmes qui lui permettent de passer à l'action.

Un exemple que je désire mentionner est le versement de 165 millions de dollars à l'appui du secteur agricole effectué tout récemment par le gouvernement de l'Alberta. Maintenant, on pourrait dire que les éleveurs-naisseur dans les autres provinces, que ce soit l'Ontario ou la Saskatchewan, le Manitoba... en fait, je pense que la Colombie-Britannique, la Saskatchewan et le Manitoba sont plus affectés par cette décision du gouvernement de l'Alberta que l'Ontario. Il y a un effet d'entraînement. Comme les autres provinces se trouvent désavantagées, ne croyez-vous pas que le programme AgriFlex ne ferait pas que créer des différences régionales mais qu'il les perpétuerait en plus? Qu'en pensez-vous? Ce genre de problème sera-t-il résolu?

**M. Bob Friesen:** Une fois encore, comme l'agriculture est un domaine particulier, la Saskatchewan serait clairement désavantagée par rapport à l'Alberta si l'Alberta dépense de l'argent, par exemple,

pour fixer un prix plancher dans les secteurs des céréales et des oléagineux. Ce que nous disons, c'est que le versement de fonds fédéraux aux provinces, s'il y a reddition des comptes, pourrait contribuer à égaliser les chances.

Il ne serait pas nécessaire que chaque province utilise les fonds dans ce secteur. Les provinces de l'Est ont affirmé qu'elles aimeraient utiliser l'argent de manière proactive dans une optique plus stratégique. Comme je l'ai mentionné plus tôt, la Saskatchewan pourrait utiliser les fonds pour améliorer son assurance-récolte. Le gouvernement de la Saskatchewan pourrait décider que la meilleure chose à faire pour la province est d'améliorer son assurance-récolte, alors que l'Alberta a décidé de fixer un prix plancher dans le secteur des céréales et des oléagineux. Le Manitoba pourrait décider de s'y prendre autrement. Nous pensons que cela pourrait contribuer à rendre le système plus équitable.

• (1620)

**M. Larry Miller:** Croyez-vous que le programme AgriFlex pourrait aider à résoudre ce problème? C'était le véritable sens de ma question.

**M. Bob Friesen:** Oui.

**Le président:** Votre temps est écoulé, monsieur Miller.

Pour donner suite aux commentaires de M. Miller sur le programme AgriFlex et à vos commentaires, Bob, si l'Île-du-Prince-Édouard, par exemple, voulait investir les fonds d'AgriFlex dans l'industrie de la pomme de terre, est-ce qu'elle ne ferait pas pencher la balance en sa faveur? Est-ce qu'il n'y aurait pas distorsion des chiffres de production, comparativement au Manitoba, à l'Alberta ou à l'Ontario.

**M. Bob Friesen:** Il n'est pas dit que les fonds seraient investis dans l'industrie de la pomme de terre. Ce que nous faisons valoir c'est que, si le programme national ne comble pas toutes les lacunes dans une province, alors les provinces doivent être en mesure de combler ces lacunes au niveau provincial. Il se pourrait même que l'Île-du-Prince-Édouard consacre les fonds aux biens et services publics afin de créer de plus grandes zones tampons, je ne sais pas. Toutefois, les provinces auraient l'occasion d'évaluer leur situation et de remédier aux problèmes qui ne peuvent pas être réglés par l'intermédiaire des programmes nationaux.

Une fois encore, nous n'essayons pas de créer des inégalités; nous tentons d'égaliser les chances de sorte que toute insuffisance du programme national à l'égard de son industrie agricole et de ses défis particuliers puisse être compensée.

**Le président:** En tant qu'éleveur-naisseur, j'ai vécu bien des guerres de subventions aux provinces et j'ai vu l'industrie partir du Manitoba pour s'installer en Alberta, après avoir été achetée. Je suis simplement inquiet que les fonds du programme AgriFlex puissent être utilisés par les autres provinces pour appuyer certains produits qui feront pencher la balance en leur faveur plutôt que d'égaliser les chances. Mais ce n'est qu'un commentaire personnel.

Monsieur Atamanenko, c'est à votre tour. Vous avez sept minutes.

**M. Alex Atamanenko (Colombie-Britannique-Southern Interior, NDP):** Merci.

C'est un plaisir de vous revoir, Colleen et Kalissa, et vous aussi, Bob.

Nous avons assisté au congrès du SNC la semaine dernière. Des sujets vraiment intéressants ont été abordés, notamment la sécurité des aliments, et beaucoup de prédictions funestes ont été faites. Je dois informer mes collègues que la musique de Kalissa a été l'un des points forts du congrès; j'aurais aimé qu'elle apporte son clavier pour nous jouer quelque chose aujourd'hui, mais je constate qu'elle ne l'a pas fait. Ce sera pour une prochaine fois, peut-être.

Il semble être abondamment question de l'Île-du-Prince-Édouard aujourd'hui, alors que Wayne n'est pas parmi nous, ce qui est plutôt intéressant, mais il y a une question d'un agriculteur biologique de North Milton, à l'Île-du-Prince-Édouard. Il dit qu'à son avis, la politique fédérale en matière d'agriculture appelle à une capitalisation et à une mécanisation intensive de l'agriculture, ce qui transparait dans le rapport du SNC en Ontario. Il ajoute que « ces politiques ont permis à des entreprises agricoles de réaliser des profits astronomiques au détriment des agriculteurs ruraux ».

Il demande au SNC et à la Fédération canadienne de l'agriculture s'ils soutiennent la mise en œuvre d'une formule qui indemniserait les agriculteurs pour la perte subie lorsque le prix du marché de leurs produits est en deçà du coût de production. C'était ma première question; j'espère que j'aurai l'occasion d'en poser une autre.

Kalissa, en tant que jeune agricultrice, peut-être pourriez-vous nous éclairer à ce sujet.

**Mme Kalissa Regier:** Pouvez-vous répéter la dernière question?

**M. Alex Atamanenko:** Êtes-vous en faveur de la mise en œuvre d'une formule qui indemniserait les agriculteurs pour la perte subie lorsque le prix du marché pour leurs produits est en deçà du coût de production?

**Mme Kalissa Regier:** Oui, tout à fait, je suis en faveur d'une telle formule en tant que jeune agricultrice. Si vous n'êtes pas en mesure d'assurer le coût de production, vous ne pouvez plus rien faire? C'est logique, n'est-ce pas?

**M. Alex Atamanenko:** Colleen, avez-vous des commentaires?

**Mme Colleen Ross:** Oui, c'est quelque chose que le SNC recommande depuis de nombreuses années — que nous ayons un prix plancher qui garantisse notre coût de production, et ainsi de suite. Ce qui est formidable avec la gestion des approvisionnements, c'est qu'elle garantit votre coût de production et un salaire suffisant.

Je connais comme le fond de ma poche la concession où je vis, Rowena Road — Kalissa, et moi sommes allées marcher dans le secteur la semaine dernière; je peux indiquer les agriculteurs qui ont un salaire minimum vital garanti parce qu'ils sont protégés par la gestion des approvisionnements et ceux qui n'en ont pas. Lorsque cette gestion disparaîtra, je pourrai dire au revoir, c'est la fin, vous ne vivez plus de la terre. Par conséquent, nous aimerions absolument que l'expérience se poursuive.

Puis-je seulement mentionner que le congrès du SNC n'a pas toujours été triste? Il a été encourageant en grande partie parce que nous avons parlé un peu de la souveraineté alimentaire, qui concerne les gens et la justice sociale, ainsi que les coopératives et la gestion de l'offre. Tout n'était pas sombre.

• (1625)

**M. Alex Atamanenko:** Le congrès était un peu déprimant, mais ça va.

**Mme Colleen Ross:** Nous y allions pour entendre Andrew Nikiforuk, et lorsque vous écoutez ce qui se passe, c'est une réalité. De plus en plus d'agriculteurs doivent savoir ce qui se

passé, et les consommateurs doivent être mis au courant de la situation réelle à la campagne.

La population locale a initié un mouvement pour demander une étiquette écologique. Ce mouvement existe, mais parfois nous ne pouvons pas attendre que les assemblées législatives et les bureaucrates nous suivent. C'est déjà ce que font ceux d'entre nous qui veulent réellement exploiter une ferme.

**M. Alex Atamanenko:** Bob, avez-vous un commentaire?

**M. Bob Friesen:** Dans la mesure où cela fonctionne de cette façon dans les secteurs qui veulent la gestion des approvisionnements, dans ce cas, oui, nous sommes en faveur. S'il s'agit d'une subvention demandée pour des secteurs qui fonctionnent sous le coût de production, en fonction de la production et le prix courants, il est certain que les membres de la FCA ne seraient pas en faveur qu'un tel programme devienne un programme national parce que cela entraînerait manifestement un différend commercial avec les provinces qui exportent beaucoup.

**M. Alex Atamanenko:** D'accord.

Ce qui m'amène à ma prochaine question. Lundi, quelqu'un a souligné le fait que nous sommes toujours en concurrence avec des gouvernements étrangers. Nous parlons de cultiver au Canada et de produits canadiens. Dans notre rapport, nous avons de très bonnes recommandations sur les achats institutionnels et la sécurité alimentaire. Dans sa réponse, qui est plutôt une menace, le gouvernement semble nous mettre en garde contre les accords commerciaux; nous devons faire attention de ne pas violer les ententes existantes. Par conséquent, dans ce contexte, quel devrait être le rôle du gouvernement fédéral? Jusqu'où le gouvernement devrait-il aller pour appuyer les agriculteurs? on donne toujours l'exemple des Américains qui, comme nous l'avons bien constaté, viennent en aide à leurs producteurs.

Je l'ai dit et je vais le répéter: nous répondons souvent d'une manière très timide. Quel rôle le gouvernement devrait-il jouer pour que nous n'ayons pas cette disparité dont vous parlez dans le document, que nous avons toujours constaté autour de la table? Que devrions-nous faire maintenant?

Je vais m'arrêter là-dessus.

**Mme Colleen Ross:** Je l'ai déjà mentionné une fois auparavant, si cela ne vous dérange pas que je me penche sur cette question. Nos accords commerciaux nous ont mis dans une impasse. Ils nous tiennent dans un état constant de pauvreté. Et qu'entend-on dire? Nous avons besoin d'un accès accru aux marchés.

J'étais à Hong Kong. J'ai assisté aux réunions ministérielles de l'OMC. Quand j'ai entendu des représentants de l'industrie qui avaient déjà énormément... Le secteur alimentaire est très lucratif. Il y a beaucoup d'argent à faire dans le milieu agroalimentaire. Nombreux sont ceux qui y gagnent très bien leur vie. Ce sont eux, et certains de leurs collègues — que je considère comme des cultivateurs d'agriculteurs — qui demandaient un accès accru aux marchés.

Donc, pour qu'ils puissent obtenir l'accès aux marchés dont ils bénéficient déjà — et qui ne leur a pas en fait été favorable —, ils estiment que l'abandon de la gestion de l'offre et de la Commission canadienne du blé, les deux seuls atouts que nous avons... Lequel allons-nous abandonner en premier? La gestion de l'offre? Non, ce sera la Commission canadienne du blé. Ils auront ainsi un accès accru aux marchés et ils pensent naïvement qu'ils pourront donc faire plus de profits.

Nos accords commerciaux nous mettent dans une impasse. Pourquoi sommes-nous les otages et les prisonniers de ces accords que nous n'aurions jamais dû conclure? J'irais même jusqu'à dire maintenant que nous devons retirer l'agriculture de l'OMC. Je ne veux pas dire qu'il faille mettre fin aux activités commerciales. Le commerce est une réalité et nous sommes un pays à caractère commercial. Nous devons toutefois éviter d'effectuer ce commerce agricole dans le cadre établi par l'OMC qui nous entrave et tient la campagne dans un état constant de pauvreté.

Nous voulons regagner la confiance du public. Quand on fait confiance au gouvernement et qu'il y a une pauvreté extrême — n'ayons pas peur des mots puisque c'est de cela dont il s'agit —, avons-nous un filet de sécurité? Lorsqu'on est déjà par terre, est-il possible de tomber plus bas? Qu'en est-il du filet de sécurité? Il n'y en a pas. Vous n'avez pas besoin d'un filet de sécurité parce que vous êtes déjà au niveau le plus bas.

Il faut un changement radical — et voilà pourquoi cela est trop difficile. Nous parlons du MAAARO, mais cela ne concerne pas ses employés. Le gouvernement libéral de l'Ontario a dit des choses merveilleuses au sujet de ce qu'il veut obtenir en matière d'agriculture. Ce sont les bureaucrates de haut niveau du MAAARO qui n'ont pas fait leur travail, et c'est ce que nous voulons.

Nous observons le même phénomène à Agriculture et Agroalimentaire Canada, et je peux donner des noms. Ils ont une vision différente des choses. Il faut séparer les entreprises du gouvernement, d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et du MAAARO. Devant l'OMC, quels sont les intérêts les mieux représentés? Ceux des entreprises, qui se portent encore très bien, et d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Je ne sais pas si cela a permis de répondre à vos questions, mais c'était ma petite critique.

• (1630)

**Le président:** Merci beaucoup.

Le temps alloué est terminé. Nous commençons maintenant notre période de cinq minutes.

Monsieur Steckle.

**M. Paul Steckle (Huron—Bruce, Lib.):** Très rapidement, nous avons changé le nom du PCSRA pour Cultiver l'avenir, ou tout autre nom qui nous plaît. Nous avons quatre composantes en tout. Mais qu'est-ce qui a changé réellement, mis à part le fait que les 50 p. 100 sont maintenant un supplément de type CSRN qui s'ajoute au PCSRA? Rien d'autre n'a réellement changé.

En ce qui concerne la flexibilité dont vous avez parlé, Bob, le nouveau programme accorde-t-il une plus grande flexibilité quant à ce que nous avons? Si c'est le cas, que se passe-t-il pour l'Ontario, qui va de l'avant avec le programme de gestion du risque et demande au fédéral de l'appuyer? Soutiendriez-vous le concept de programme de gestion du risque qui a été présenté par l'Ontario et pour lequel cette province a accordé son appui?

**M. Bob Friesen:** Nous le soutiendrions si elle le mettait en œuvre à l'échelle provinciale. Nous ne le soutiendrions pas comme programme national.

**M. Paul Steckle:** Soutiendriez-vous le gouvernement fédéral s'il appuyait l'Ontario à propos de ce programme?

**M. Bob Friesen:** Oui.

**M. Paul Steckle:** D'accord.

**M. Bob Friesen:** Vous avez également posé une autre question sur ce qui s'est amélioré dans le PCSRA. Vous avez raison, le niveau

supérieur va l'améliorer à long terme. Nous avons une meilleure protection de marge négative qu'auparavant. Nous avons aussi un meilleur calcul des stocks.

Nous progressons et je sais que cela semble prendre une éternité, mais des changements positifs ont été apportés.

Si nous pouvons également obtenir une assurance concernant la production pour tous les autres produits de base, si nous pouvons appliquer Agri-relance à l'échelle régionale et nationale — et tout porte à croire que cela va se faire maintenant —, l'amélioration du programme va se poursuivre.

Avec Agri-stabilité, ce défi existera toujours parce que ce programme est fondé sur la marge de référence historique. Il existera toujours parce que, si votre marge de référence diminue, il faut beaucoup de temps pour la déclencher.

**M. Paul Steckle:** Je ne pense pas que les programmes de marge de référence sont efficaces à long terme. Ils sont comme l'assurance-récolte, qui ne fonctionne pas lorsque les récoltes se détériorent pendant plusieurs années d'affilée. Les programmes ne fonctionnent pas non plus.

En ce qui concerne nos exportations, nous avons exporté pour 12 milliards de dollars de marchandises en 1993, et aujourd'hui nous exportons pour 24 milliards, 25 milliards, 26 milliards de dollars. Les agriculteurs n'ont jamais été si pauvres que depuis les trois ou quatre dernières années.

Mme Ross, vous avez absolument raison. Si nous allons appuyer ce concept d'exportation et que les multinationales font des profits faramineux alors que les producteurs primaires font faillite, je ne pense pas qu'il soit utile de déployer tant d'efforts puisque cela n'en vaut pas la peine.

Vous vous demandiez si nous devons discuter en vue de produire un rapport et de demander à voir les livres comptables. Les livres ont été ouverts et nous avons un rapport que vous pouvez lire. Vous n'avez besoin de lire qu'une personne faisait 600 p. 100 alors qu'elle faisait en fait 200 \$ par animal pour la dépouille. Il n'y avait rien de vrai dans ces affirmations. Nous avons ce rapport et ce sera avec plaisir que nous vous le montrerons. Cela est maintenant fait, et nous n'avons pas à le refaire.

Je tiens à vous dire que nous, les agriculteurs, avons été pris pour des idiots, et ce, depuis beaucoup trop longtemps. Le système de gestion de l'offre a fonctionné, et jusqu'à ce que nous soyons prêts à foncer et à faire les choses différemment... Nous pouvons appeler cela de mille et une façons, mais à moins d'être prêts à changer ce qui a été fait dans le passé et à aller radicalement de l'avant... Je pense sincèrement — et vous avez parlé de faire certaines choses — que nous avons besoin de faire un pas beaucoup plus grand vers l'avant. Je pense que l'agriculture doit relever d'un seul gouvernement au pays.

Il y a un plan agricole pour 50 États aux États-Unis. Nous avons 10 provinces, trois territoires et un gouvernement fédéral qui tentent d'encadrer les activités agricoles. Cela ne fonctionne pas.

Quels sont vos commentaires?

**Une voix:** C'est une bonne question.

**M. Bob Friesen:** Je suis éleveur de porcs et je pense que, si je fais des profits de 5 \$ par porc, plus je peux en produire aux fins d'exportation, plus ma situation financière sera positive. Si je perds de l'argent par unité, plus je produis, plus ma situation financière sera négative. Le marché d'exportation n'a pas créé le problème observé dans nos industries d'exportation; le problème résulte d'une combinaison de nombreux facteurs.

Notre industrie porcine s'est très bien portée dans le passé. Elle doit maintenant faire face à une multitude de défis, et nous devons nous assurer qu'elle s'en remettra. Cependant, déclarer simplement que nos revenus baissent au fur et à mesure de la hausse des exportations ne donne pas une illustration juste de la réalité.

• (1635)

**M. Paul Steckle:** Mais je vous dis, monsieur Friesen...

**M. Bob Friesen:** Les revenus n'ont pas diminué en raison des exportations, mais plutôt à cause d'une multitude de facteurs. Cette baisse ne résulte toutefois pas entièrement des exportations.

**M. Paul Steckle:** Récemment, les industries du bétail et du porc ont demandé ici 2,5 milliards de dollars. Si on met tout cela ensemble, cela donne environ un total de 2,5 milliards de dollars. D'où viendra cet argent? Cela ne viendra pas des 600 millions de dollars. Loin de là. D'où pensez-vous que cet argent devrait provenir?

Vous avez dit avoir accepté qu'elles demandent cet argent. D'où pensez-vous que cet argent devrait provenir?

**Le président:** Veuillez répondre brièvement.

**M. Bob Friesen:** Les demandes de l'industrie du bétail ne me sont pas familières. L'industrie du porc ne demande pas de fonds spéciaux.

**Le président:** Merci.

M. Storseth a maintenant la parole.

**M. Brian Storseth (Westlock—St. Paul, PCC):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Je tiens à remercier tous les témoins d'être venus aujourd'hui. Je dois avouer que j'ai d'abord une question de novice à poser. Je suis un nouveau membre du comité.

Existe-t-il des liens entre le Syndicat national des cultivateurs et le NPD fédéral?

**Mme Colleen Ross:** Non. Pourquoi posez-vous cette question?

**M. Brian Storseth:** Les deux organisations semblaient vraiment être sur la même longueur d'onde. Comme je l'ai dit, je suis nouveau, mais ça semblait être une chose assez évidente.

**Mme Colleen Ross:** Notre organisation est très ouverte. Tout député ou tout parti peut venir nous voir et recourir à notre expertise ou nous demander conseil.

**M. Brian Storseth:** Absolument, madame Ross.

J'ai d'importantes questions à vous poser. Vous avez parlé d'une chose avec laquelle je suis d'accord, en fait, et c'est le besoin d'apporter des changements, des changements radicaux à notre système de transport ferroviaire. Je crois qu'il faut combattre certains des monopoles qui ont été créés par l'entremise de ce système.

Croyez-vous que nous devons combattre ces monopoles au sein du secteur agricole?

**Mme Colleen Ross:** Tout à fait, et le Syndicat national des cultivateurs joue un rôle actif dans ce dossier depuis longtemps, bien avant mon temps. Nettie Wiebe et Terry Boehm et d'autres grands agriculteurs et leaders des Prairies ont été très engagés dans le dossier de la Loi sur les transports au Canada et des voies ferrées. Ce n'est pas mon domaine de compétence, mais Brian, si cela vous intéresse, je peux certainement m'assurer que vous recevrez toute l'information. Nous avons préparé des documents d'information très bien étayés sur les changements qui devraient s'opérer au sein du système de transport ferroviaire canadien.

**M. Brian Storseth:** Je connais pas mal le sujet et j'espérais vous poser quelques questions sur un projet de loi qui est actuellement étudié par le Comité des transports, le Projet de loi C-8. Le connaissez-vous et savez-vous ce qu'il modifie?

**Mme Colleen Ross:** Je le connais, mais ce n'est pas mon domaine de compétence.

**M. Brian Storseth:** Pour donner un peu de contexte... Je crois que le Syndicat national des cultivateurs appuie le projet de loi que le gouvernement a présenté, et j'aimerais émettre un commentaire à ce sujet. On aborde certains problèmes relatifs à la responsabilisation au sein des systèmes ferroviaires, à l'interconnexion. Et une des choses les plus importantes est le recours à l'arbitrage final pour les groupes. Êtes-vous en faveur de ce projet de loi?

**Mme Colleen Ross:** Je ne sais pas. Le SNC n'est pas... Je n'en fais pas partie de ce comité au Syndicat national des cultivateurs. Je réside en Ontario, et c'est ce qu'on appelle le « grain et les trains » des Prairies, alors j'aimerais laisser répondre mes collègues du Syndicat national des cultivateurs qui ont des exploitations agricoles en Alberta et en Saskatchewan, sur qui le « grain et les trains » ont une plus grande incidence. S'ils l'appuient, alors évidemment je me fie à leur jugement. Ils sont les experts dans le domaine.

**M. Brian Storseth:** Vous dites que vous avez une exploitation agricole en Ontario.

**Mme Colleen Ross:** À une heure d'ici, en direction du sud.

**M. Brian Storseth:** Préconisez-vous l'expansion du mandat de la Commission canadienne du blé de manière à inclure l'Ontario?

**Mme Colleen Ross:** J'ai cultivé du blé sur ma ferme et essayé de le vendre moi-même, mais je me suis toujours tournée vers l'Ontario Wheat Board pour vendre mes céréales.

Vendre ses céréales soi-même est plus difficile qu'on le pense. C'est très difficile pour un agriculteur de négocier de cette façon. Et les avantages de la vente par l'entremise du Wheat Board l'emportent largement sur les avantages de la vente privée. Je reçois des primes pour la teneur en protéines, je reçois des primes pour l'entreposage sur place, je reçois mon chèque très rapidement, et plus tard, je reçois d'autres chèques-surprises par la poste, à mesure que le prix du blé augmente.

Donc je préconise vraiment tout ce qui a rapport à la vente à comptoir unique et à la négociation collective. Cela a été très positif pour moi, en tant qu'agricultrice. Et en tant qu'agricultrice qui a eu le choix, le choix ne m'a jamais avantagée.

**M. Brian Storseth:** Ma question demeure la même, madame Ross. Préconisez-vous l'expansion du mandat de la Commission canadienne du blé de manière à inclure l'Ontario?

**Mme Colleen Ross:** Qu'advierait-il du Ontario Wheat Board?

Savez-vous ce qui s'est passé? L'Ontario Wheat Board s'est adressé à la Commission canadienne du blé pour vendre ses céréales quand il ne pouvait pas les commercialiser. Alors, s'il peut être avantageux pour l'Ontario de se retrouver sous l'autorité de la Commission canadienne du blé, oui, je le préconiserais.

• (1640)

**M. Brian Storseth:** Très bien, merci beaucoup.

Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remarque, dans le communiqué que vous avez soumis avant de vous présenter devant le comité, que cette enquête publique constitue une partie importante de ce que vous demandez. Comme M. Steckle l'a expliqué, nous avons déjà les chiffres et ces points ont déjà été avancés. Remettez-vous cela en cause? Quel est votre échéancier pour cette enquête publique? De combien de collectivités parlez-vous?

Personnellement, je suis de l'avis de M. Steckle. Je crois que le temps des enquêtes et des débats est révolu. Nous sommes ici. Nous menons des consultations parce que nous devons faire quelque chose pour nos producteurs maintenant. Je sais que les producteurs de ma région ne veulent plus attendre qu'on fasse d'autres enquêtes. Ils ne veulent plus rester là à écouter des représentants gouvernementaux, des bureaucrates ou des représentants d'organisations nationales débattre de ceci et de cela. Ils veulent que les choses bougent.

Nous avons eu des débats fructueux, comme l'a souligné M. Friesen. La somme de 600 millions de dollars correspond vraiment à ce qui s'est dégagé des discussions plus tôt cette année, même à une réunion de comité.

Je crois que le temps des enquêtes et des débats est révolu et que nous devons commencer à aider nos agriculteurs immédiatement.

**Mme Colleen Ross:** Tout à fait. Ce temps est révolu. Toutefois, nous devons nous assurer que l'argent est versé aux agriculteurs appropriés et aux éleveurs-naisseurs, et pas uniquement aux grands parcs d'engraissement. L'argent doit être versé aux éleveurs-naisseurs.

**Le président:** Votre temps est écoulé, monsieur Storseth. Vous pouvez poursuivre cette conversation après la réunion.

Monsieur Roy.

**Mme Colleen Ross:** Je ne peux même pas finir de répondre à sa question?

**Le président:** Le temps est écoulé. Nous allons passer au prochain pour que chacun ait la chance d'obtenir des réponses à ses questions. C'est une question de justice pour tous les membres du comité.

Cinq minutes, s'il vous plaît.

[Français]

**M. Jean-Yves Roy (Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ):** Merci, monsieur le président.

Madame Ross, si vous voulez continuer et répondre, je vais vous en donner la permission.

[Traduction]

**Mme Colleen Ross:** Brian, je peux répondre à votre question.

Merci, monsieur Roy.

Nous demandons la tenue d'une enquête parce que nous devons savoir. Si quelqu'un est malade, on doit savoir ce qui ne va pas, au lieu de lui donner simplement un médicament. Le prix du bétail a chuté radicalement, plus que durant la crise de l'ESB. Nous devons découvrir ce qui s'est passé. Pourquoi les prix sont-ils si bas? Mais entre-temps, nous ne pouvons pas attendre. Nous n'attendons pas la tenue d'une enquête avant de commencer à offrir de l'aide immédiatement. Mais nous devons nous assurer que nous ne sommes pas confrontés à la même situation que durant la crise de l'ESB, où ce sont les entreprises de conditionnement qui ont eu presque tout l'argent, ou celles qui sont intégrées verticalement, comme les grands parcs d'engraissement. Ce sont les éleveurs-

naisseurs, qui tiennent à peine le coup, qui doivent recevoir cet argent.

Entre-temps, nous devons trouver pourquoi cela se produit. Nous devons prévenir cette situation, savoir pourquoi nous connaissons de telles baisses. Le plus beau, c'est que la gestion de l'offre prévient cette situation. Alors, nous devons utiliser cet argent, mais nous devons trouver pourquoi cette situation se répète et nous devons l'arrêter pour aller au coeur du problème.

[Français]

**M. Jean-Yves Roy:** Merci, madame Ross.

Ma question allait dans le même sens. M. Friesen a abordé cela un peu plus tôt, suite aux questions de M. Steckle. Vous avez dit quelque chose qui voulait dire que ce n'est pas à cause des exportations que les revenus des producteurs de porcs ont diminué. Il y a beaucoup d'autres raisons qui expliquent la diminution des revenus des producteurs, mais ce n'est pas à cause de l'exportation.

Ai-je bien compris?

[Traduction]

**M. Bob Friesen:** C'est exact. Le Conseil canadien de l'horticulture est membre de la FCA. Il dépend grandement de l'exportation. La Canadian Sugar Beet Producers' Association est membre de la FCA. Elle dépend grandement de l'exportation. Le Conseil canadien du porc est membre de la FCA. Il dépend grandement de l'exportation. La Coop fédérée du Québec est membre de la FCA. Elle dépend grandement de l'exportation.

Alors, je ne peux pas venir ici et dire que, si nous annulons les accords commerciaux ou les négociations commerciales, tout ira mieux. Ce que nous devons faire, évidemment, afin de maintenir nos structures de commercialisation ordonnée, c'est de continuer à négocier un accès à un marché meilleur et plus profitable, car après tout, nous avons au Canada une vaste industrie qui ne peut pas survivre uniquement grâce à nos marchés intérieurs.

●(1645)

[Français]

**M. Jean-Yves Roy:** Il s'agit d'une des raisons. Je vais poser ma question un peu différemment. Pour quelle raison les revenus des producteurs de porcs ont-ils autant diminué? C'est cyclique. On se rend compte que cela se produit tout le temps, mais pour quelle raison? Est-ce dû à l'augmentation de la production ou aux importations? À quoi est-ce dû, exactement? À quels facteurs peut-on imputer le fait que les revenus des producteurs fluctuent énormément?

[Traduction]

**M. Bob Friesen:** En 1998, le prix au comptant était probablement plus bas qu'il l'est actuellement dans l'industrie porcine, mais le prix des céréales n'était pas le double; et je ne sais pas quelle était la valeur du dollar en 1998, mais l'industrie était en grande partie fondée sur un dollar valant 65 ¢. Alors tous ces éléments contribuent maintenant au problème que nous avons.

Le Conseil canadien du porc n'est pas pessimiste à propos de ses chances de survie. Il sait qu'on devra aborder le problème d'une manière réfléchie et ordonnée afin d'éviter d'empirer la situation — car trop souvent, quand on aborde un problème, on aggrave la situation —, d'une manière qui n'empirera pas la situation et le soutiendra pendant cette période.

Notre industrie de la transformation souffrira aussi. Si nous perdons l'infrastructure du volet production de l'industrie porcine, nous commencerons aussi à perdre notre capacité de transformation. Et, évidemment, tout cela ne touche pas seulement les agriculteurs et les entreprises de transformation, cela touche aussi les collectivités. Cela touche la quincaillerie locale où j'achète mon équipement.

Il y a des ramifications dans l'ensemble de la collectivité rurale.

[Français]

**M. Jean-Yves Roy:** C'est bien. Cela répond en partie à ma question. Vous avez dit la même chose à Mme Ross. Vous en avez parlé un peu plus tôt. Vous avez dit — j'aimerais me rappeler de vos mots exacts — qu'il faudrait que les agriculteurs arrêtent de dépendre du gouvernement pour leurs revenus, qu'il faudrait qu'ils cessent d'attendre le chèque du gouvernement.

Comment est-ce possible, dans le contexte actuel? Quelle serait votre première solution, si vous en aviez une?

[Traduction]

**M. Bob Friesen:** Pendant qu'elle réfléchit, puis-je ajouter quelque chose, monsieur le président? C'est précisément à propos de l'industrie porcine.

Si l'Union européenne donnait au reste du monde le même accès sans tarif que la gestion de l'offre donne au reste du monde sur le marché canadien, notre industrie porcine serait nettement plus profitable qu'elle ne l'est actuellement. Alors le fait que nous continuons de lutter contre ces obstacles et les questions relatives aux mesures sanitaires et phytosanitaires est aussi accablant. Alors tout cela contribue au problème que nous avons.

**Mme Colleen Ross:** Nous devons continuer de renforcer nos programmes comme la commercialisation ordonnée, la vente à comptoir unique et la gestion de l'offre. On pourrait même les appliquer aux industries porcines et bovines. Ces choses permettent de garantir et aussi de contrôler la production. Il n'y a pas de mal à ne pas cultiver une terre de temps à autre.

À l'Île-du-Prince-Édouard, certains membres du Syndicat national des cultivateurs cultivent des pommes de terre. Une famille en particulier a cultivé plus de 1 000 acres de pommes de terre. Ça fait beaucoup de pommes de terre. Mais les producteurs de pommes de terre ont convenu de ne pas cultiver certaines terres afin de faire augmenter le prix, et cela a fonctionné. Alors l'année suivante, quand le prix a augmenté, ils ont dû se contrôler et s'entendre... car c'est ce que font les agriculteurs, moi y compris. Quand le prix augmente, que faisons-nous? Nous cultivons davantage parce que nous y voyons une occasion de faire un peu d'argent. Ils ont dit: « Attendez, modifions la quantité de terres cultivées afin de maintenir les prix élevés. » Alors c'est ce qu'ils ont fait et ils ont pu garder les prix élevés pendant une autre année. Les prix ne sont pas très bons.

Une autre chose que les agriculteurs font, c'est d'abaisser grandement les normes. Les prix des céréales ne sont pas si mal actuellement, mais quand ils sont rajustés pour tenir compte de l'inflation, ils ne sont pas si bons, comparativement à ceux d'il y a trente ans. Blâmer le dollar canadien et dire que nous perdons de l'argent parce qu'il est si élevé... Dans le milieu des années 70, le dollar canadien était plus élevé que jamais, et les prix des céréales l'étaient aussi.

Pourquoi disons-nous maintenant que l'industrie bovine et l'industrie céréalière ne peuvent pas être toutes deux profitables en même temps? Je crois qu'elles le peuvent. Penchons-nous sur l'application de certains concepts de la commercialisation ordonnée dans le secteur de l'élevage.

• (1650)

**Le président:** Très bien.

Merci beaucoup.

Madame Skelton, la parole est à vous.

**L'hon. Carol Skelton (Saskatoon—Rosetown—Biggar, PCC):** Merci beaucoup d'être venus aujourd'hui.

Monsieur Friesen, comment l'équité entre les provinces peut-elle être maintenue et nos engagements envers l'OMC respectés si le programme AgriFlex est mis en oeuvre? Pouvez-vous me l'expliquer? J'ai de la difficulté à comprendre.

**M. Bob Friesen:** En ce qui concerne les engagements du Cycle d'Uruguay relatifs aux dépenses de la catégorie orange, nous avons environ 4,5 milliards et nous dépensons actuellement un peu moins de 2 milliards, alors nous avons une bonne marge de manoeuvre.

En ce qui concerne l'équité, selon les membres de la FCA, certaines provinces dépensent déjà leur propre argent sur des programmes complémentaires. Les fonds fédéraux donneraient aux autres provinces la chance d'amorcer le financement de programmes complémentaires, et mettraient ces provinces sur un certain pied d'égalité avec celles qui versent déjà des fonds à des programmes complémentaires.

Nous ne voulons pas dire que la série complète de programmes de GRE devrait servir à du financement en bloc. Nous disons plutôt qu'il existe des secteurs où les composantes de programmes provinciaux spécifiques répondraient mieux aux besoins que le programme national, simplement à cause des variations dans le domaine de l'agriculture. Notre but n'est pas de créer des inégalités.

Prenons par exemple la Saskatchewan et l'Alberta. Si la Saskatchewan recevait des fonds fédéraux, cela l'inciterait au moins à faire quelque chose dans la province, alors il n'y aurait pas ce problème d'inégalité. Le problème entre la Saskatchewan et l'Alberta est presque aussi grave que le problème que nous avons connu dans le passé entre les producteurs canadiens et les producteurs américains. Nous disons que, dans ce cas, il serait peut-être utile de tendre vers cette équité.

**L'hon. Carol Skelton:** Très bien.

Madame Ross, nous avons rencontré les producteurs porcins lundi. Mme Regier sait très probablement que quatre producteurs de la Saskatchewan produisent les trois quarts des porcs de cette province.

Que pensez-vous de cela? Vous parlez des grandes entreprises qui prennent le contrôle et ainsi de suite. D'après moi, ce sont des usines à porc qui produisent une quantité énorme de porcs, et avec lesquelles beaucoup de petites entreprises agricoles ne peuvent pas rivaliser.

**Mme Colleen Ross:** C'est exact. Nous avons toujours critiqué la concentration sur le marché et ces opérations d'élevage intensif qui utilisent une main d'oeuvre importée bon marché. Bon nombre d'entre elles n'appartiennent même pas à des entreprises canadiennes; elles appartiennent à Tyson ou à Cargill. Elles ne font qu'engraisser les porcs au Canada, et parfois, elles les envoient même de l'autre côté de la frontière pour les faire abattre aux États-Unis. La concurrence est donc très difficile au Canada, et de nombreux petits producteurs ont dû fermer boutique.

Dans ma propre collectivité, certains agriculteurs ont choisi de construire sur leur ferme des granges pour y faire de l'élevage intensif, et dans les deux années qui ont suivi, ils ont fait faillite. Ils ont dû abandonner parce que leur marge était trop serrée. Au fond, ils sont devenus des ouvriers sur leur propre ferme. Je crois qu'il reste peut-être deux ou trois producteurs porcins dans ma collectivité, et M. Lauzon connaît probablement certains d'entre eux. C'est très pénible de voir ces familles qui ont un patrimoine exceptionnel et tant de dignité, qui sont ici depuis plusieurs générations, des immigrants de Hollande, qui sont sur le point d'abandonner.

Le concessionnaire de tracteurs a fait faillite au cours des deux derniers mois. Nous avons beaucoup misé sur ces industries et les agriculteurs pour qu'elles demeurent viables. Tout ce qui garde nos collectivités viables, ce sont de petites fermes assujetties à la gestion de l'offre.

J'aimerais que moins des trois quarts des porcs produits au Canada le soient par trois entreprises.

**Le président:** Il vous reste environ 30 secondes.

**Mme Colleen Ross:** Nous avons besoin de plus d'exploitations familiales.

**Le président:** D'accord.

• (1655)

**L'hon. Carol Skelton:** Quelles recommandations feriez-vous, monsieur Friesen, relativement aux programmes non liés à la GRE prévus dans le document *Cultivons l'avenir*?

**M. Bob Friesen:** Pour ce qui est des programmes non liés à la GRE, il y a le pilier des biens et services, comme l'initiative ALUS, ou les Plans environnementaux en agriculture; des programmes de salubrité des aliments, qui nous aident à renforcer l'image de marque du Canada; ainsi que le pilier de la croissance stratégique.

Je n'ai pas même parlé des possibilités que présente le secteur de la bioénergie. Nous estimons depuis un certain temps que ce secteur pourrait engendrer des sources de revenus pour les agriculteurs, tant sur le plan de l'éthanol, ou biodiésel, que de l'énergie solaire et des biodigesteurs. De plus, certaines provinces ont commencé à échanger des crédits de carbone. Nous avons aussi grandement besoin d'une stratégie nationale visant l'échange de crédits de carbone afin de créer une source de revenus pour les agriculteurs.

[Français]

**Le président:** Je vous remercie.

[Traduction]

Monsieur Temelkovski, c'est à votre tour.

**M. Lui Temelkovski:** Merci beaucoup, monsieur le président.

Et merci aux témoins.

J'ai deux questions simples, dont une qui s'adresse à Mme Regier, sur la place des jeunes dans l'agriculture. Ma circonscription est à la fois rurale et urbaine. Des agriculteurs vendent leur exploitation située dans la partie urbaine et déménagent dans la partie rurale, car la ville prend de l'expansion. J'ai rencontré ces producteurs, ainsi que des représentants de l'association horticole et de l'association des producteurs laitiers de la région de York. Je leur ai parlé du sort de leurs entreprises.

Comme j'ai travaillé dans le secteur financier, j'aimerais également connaître les obstacles liés au transfert des exploitations agricoles d'une génération à l'autre, et ainsi de suite.

**Mme Kalissa Regier:** Eh bien, le plus gros obstacle... Financer le transfert d'une exploitation agricole à la génération suivante, c'est assurer la prospérité de beaucoup de générations à la fois. De toute évidence, il est plus profitable de vendre une ferme que de la transmettre à la prochaine génération.

En ce qui concerne votre situation, je souhaite que cela arrive davantage en Saskatchewan. Bien des régions rurales sont désertes au moment où on se parle. Les gens ne sont simplement pas intéressés à vivre cette situation.

**M. Lui Temelkovski:** Pour ce qui est des coûts liés aux exploitations agricoles, laitières et céréalières d'aujourd'hui, Colleen, est-ce qu'élever du bétail coûte plus cher qu'auparavant?

Il semblerait que beaucoup d'argent a été investi dans les cinq exploitations que j'ai visitées. Je me suis notamment rendu chez un éleveur de chevaux, un producteur laitier et un producteur de concombres qui cultive cinq millions de concombres par année et qui alimente 60 p. 100 des Ontariens en concombres.

**Mme Colleen Ross:** J'ai une fille qui vient de fêter ses 23 ans en novembre. Elle finira ses études universitaires en décembre. Elle voulait être médecin, et elle s'était inscrite en sciences, mais elle a changé d'idée. Elle veut maintenant devenir agricultrice. En tant que mère, j'ai honnêtement été un peu bouleversée d'apprendre que nous avons influencé ma fille de 23 ans au point qu'elle souhaite devenir agricultrice. Elle veut devenir agricultrice et chef cuisinier. En plus, elle est une brillante artiste.

Je dois respecter son choix, mais, le secteur agricole étant ce qu'il est aujourd'hui, nos exploitations agricoles représentent notre revenu de retraite, et ce n'est pas une bonne chose. Elles devraient être une partie de notre vie et de celle de nos enfants. C'était comme ça dans le passé, mais je suis tellement endettée que je compte sur mon exploitation pour assurer ma sécurité pour encore quelques années si possible. Avant d'en arriver là, j'espère régler une bonne partie de mes dettes afin réaliser un bon profit quand je vendrai. La réalité est que mes enfants veulent être agriculteurs, et je dois les aider, sinon ils n'y parviendront pas.

Cependant, de nouveaux programmes sont prévus, comme des programmes d'apprentissage et de mentorat, surtout dans la ceinture verte de Toronto et de Guelph, où la population est plus grande à celle de l'est de l'Ontario. Beaucoup de jeunes élevés en ville ou sur une ferme ne peuvent pas toujours exploiter la terre où ils vivent. Ces jeunes apprennent à pratiquer l'agriculture, en particulier l'horticulture, l'agriculture à soutien communautaire, la culture maraîchère et l'approvisionnement des restaurants et des épiceries indépendantes. L'arrivée de ces programmes est très encourageante.

Prenons l'exemple de la ferme Everdale, un centre d'apprentissage situé à l'extérieur de Guelph. Il y a aussi le Ignatius Jesuit Retreat Centre. Les jésuites qui travaillent sur cette ferme sont membres du SNC. Le centre offre un programme de mentorat aux agriculteurs en herbe. Voilà quelques exemples de ce qui se fait.

Je connais une jeune agricultrice qui a une exploitation à soutien communautaire très prospère, à l'extérieur d'Ottawa. Elle compte 200 clients environ. Elle n'exploite pas sa propre terre, mais celle d'une merveilleuse famille possédant quelque 400 acres. La famille a dit qu'elle n'avait pas les moyens d'exploiter sa terre, mais qu'elle aimait ce que l'agricultrice proposait. La famille a donc accueilli la jeune femme sur sa terre. La jeune femme est agricultrice, mais elle n'a pas besoin de posséder une terre.

La nouvelle génération d'agriculteurs canadiens proviendra également d'immigrants. Il existe actuellement des programmes de formation en agriculture à l'intention des immigrants en vue d'approvisionner les marchés ethniques. Les immigrants seront le nouveau visage de l'agriculture au Canada.

• (1700)

**Le président:** Merci.

Votre tour est terminé, monsieur Temelkovski.

Monsieur Lauzon.

**M. Guy Lauzon (Stormont—Dundas—South Glengarry, PCC):** Je suis le dernier, donc ce doit être à moi.

Merci beaucoup. Je suis heureux de vous revoir, Colleen, monsieur Friesen et Mme Regier.

Je dois dire que je suis un peu abasourdi par vos témoignages, car les commentaires dont me font part les agriculteurs de ma circonscription sont largement positifs. En général, ils me disent « Beau travail, Guy. On sent que ça bouge. » Il y a des exceptions. J'avoue franchement qu'il n'y a pas ou pas beaucoup de mégaporteries dans ma région, ni d'exploitations bovines.

Je suis fier d'avoir été nommé secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture, car, en moins de deux ans, nous avons injecté 4,5 milliards de dollars dans le secteur de l'agriculture, ce qui a extrêmement réjoui la plupart des agriculteurs de ma circonscription.

Vous avez mentionné, monsieur Friesen, que le ministre avait entamé des négociations avec ses homologues provinciaux. Quand j'ai été nommé à mon poste, il m'a presque tout de suite dit quoi faire. Je voulais savoir en quoi je pouvais l'aider. Il m'a répondu qu'il fallait accorder la priorité aux agriculteurs. Si vous remarquez, c'est ce que notre gouvernement fait depuis qu'il a pris le pouvoir, accorder la priorité aux agriculteurs. C'est ce que les agriculteurs de ma circonscription m'ont demandé, et c'est ce que j'essaie presque toujours de faire.

L'autre chose qu'il m'a dite est que nous devons aider toutes les exploitations agricoles à être profitables et durables. Il a précisé que, s'il n'y avait qu'une chose à comprendre, c'était bien cela. Après tout, c'est tout ce que veulent les agriculteurs de ma circonscription qui traitent leurs vaches et font leurs récoltes. Ils veulent des chances égales. Je crois, comme je l'ai toujours cru, que nous nous approchons de ce but et, en effet, les commentaires que j'entends à l'égard du document *Cultivons l'avenir* sont très positifs.

Monsieur Friesen, vous avez signalé que le document *Cultivons l'avenir* faisait l'objet de consultations exhaustives à l'échelle du pays. Je pensais que les agriculteurs avaient eu leur mot à dire, et c'est bien le cas, ils aiment cette vision. Je suppose que vous y trouvez de nombreux points positifs ou, du moins, quelques points positifs. J'aimerais avoir votre opinion sur *Cultivons l'avenir*. Dites-moi quels en sont les points positifs et quelles ont été les lacunes des consultations, s'il y en a eues car, si je ne m'abuse, les agriculteurs ont donné beaucoup de rétroaction. Pouvez-vous me dire ce que vous pensez de cette politique, et indiquer les points forts et les points à améliorer?

• (1705)

**M. Bob Friesen:** Merci beaucoup.

Permettez-moi de revenir sur ce que vous avez dit plus tôt. Vous avez tout à fait raison. Nous ne pouvons pas continuer de soutenir une industrie agricole qui perçoit chaque année entre 6 et 8 milliards de dollars des deux ordres de gouvernement. Nous devons

évidemment continuer de recevoir de l'argent pour préserver l'industrie pendant que nous élaborons des politiques, mais c'est exactement la raison pour laquelle les membres de la FCA tenaient si fermement à trouver des solutions plutôt qu'à crier leur désarroi. Il est si facile de s'apitoyer sur son sort. Le pilier de la croissance stratégique revêt une grande importance pour nous.

Comme je l'ai déjà dit, le document *Cultivons l'avenir* renferme les éléments qui, selon nous, doivent être mis de l'avant. Nous aimerions voir comment se traduira cette vision concrètement, mais c'est pourquoi je crois que c'est ce qui fait que les agriculteurs sont impatients de connaître les détails du programme, les différentes initiatives et les différentes idées qui en ressortent.

Mes membres vous diraient certainement que cette idée de partenariat est la meilleure qui ait été lancée depuis longtemps. Les fonctionnaires responsables de la consultation ont pris le concept de partenariat au sérieux. Il est vrai que nous critiquons et que nous protestons lorsque nous avons l'impression de ne pas être écoutés — et nous ne sommes pas toujours écoutés —, mais nous estimons que le processus de consultation sur la préparation du document *Cultivons l'avenir* a été positif. L'expérience a non seulement été agréable, mais lorsque la FCA a organisé la table ronde des ministres et de l'industrie à Whistler, les ministres de l'Agriculture et les ministères ont eu le sentiment profond que l'industrie agricole avait sa place. Ils ont apprécié le fait que l'industrie et les ministres étaient réunis autour d'une table pour discuter de solutions.

**M. Guy Lauzon:** Je suis très heureux que vous en parliez, car ce sont également les commentaires que je reçois. Je ne crois pas avoir reçu ce genre de commentaires de votre part, Colleen.

Sérieusement, les agriculteurs me disent qu'ils se sentent mieux écoutés que jamais. Ils voient le bout du tunnel.

Ce n'est pas parfait, notamment...

**Le président:** Votre temps est écoulé. Vous pourrez peut-être y revenir à la fin.

Nous avons longuement parlé de la gestion des risques de l'entreprise, mais nous avons seulement abordé quelques problèmes non liés à la GRE énoncés dans le document *Cultivons l'avenir*. Vous avez parlé de l'intérêt public, des services publics et du programme ALUS, qui est géré par le groupe KAP au Manitoba. D'autres partenaires de la FCA souscrivent à ALUS à l'Île-du-Prince-Édouard., tout comme en Ontario et en Saskatchewan, si je ne m'abuse.

Serait-il possible que chaque organisation explique certains de ces programmes environnementaux, et qu'elle définisse l'investissement en sciences et technologies et en recherche-développement d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, du milieu universitaire et du secteur privé? J'ai toujours cru fermement que la force de l'agriculture au Canada réside non seulement dans la qualité des agriculteurs, mais également dans la recherche extraordinaire qui se fait d'un bout à l'autre du pays sur la sélection des végétaux, l'amélioration génétique des animaux, les pratiques de gestion agricole et les nouvelles variétés. J'ai toujours eu le sentiment que se sont ces travaux de recherche qui nous permettent de surpasser les compétiteurs internationaux.

Pourriez-vous traiter de cette question brièvement? Je vous en serais bien reconnaissant.

Colleen, voulez-vous commencer?

**Mme Colleen Ross:** Merci.

Je suis tout à fait d'accord avec vous; le Canada est un chef de file à l'échelle internationale en sciences et technologies ainsi qu'en agriculture et en innovation. J'ai étudié à l'Université de Guelph au début des années 1980. J'ai vu beaucoup d'agriculteurs adopter de nouvelles technologies, mais les technologies n'ont pas toujours joué en notre faveur, comme le montrent nos résultats financiers. Nous devons recourir aux technologies appropriées — je dis bien appropriées —, soit dans la sélection des végétaux, le bétail ou l'équipement que nous utilisons à la ferme, pour accroître nos profits. Certains agriculteurs utilisent des digesteurs-méthaniseurs de leur fabrication, et le biodiesel, deux technologies efficaces, mais il faut encore les peaufiner.

Le Syndicat national des cultivateurs travaille actuellement au dossier portant sur la culture d'aliments pour en faire du carburant. Les réserves mondiales d'aliments sont au niveau le plus bas de tous les temps. J'étais de passage à New York en septembre, et la ville n'a des réserves d'urgence que pour trois jours. Washington et les villes canadiennes sont confrontées au même problème. Partout dans le monde, les réserves d'aliments sont au niveau le plus bas de tous les temps. Bon nombre des nouvelles technologies engendrent la pauvreté et la famine. Nous devons être très prudents si nous choisissons de cultiver les bonnes terres pour récolter des aliments qui serviront à fabriquer du carburant plutôt qu'à nourrir la population.

Nous ne connaissons pas encore le taux de conversion des coûts réels en ressources naturelles nécessaires pour cultiver les aliments qui seront transformés en carburant. Nous avons encore énormément de travail à accomplir avant de crier victoire. Il va de soi que beaucoup d'industries tireront profit de cette technologie, surtout des entreprises de semences et de technologies, qui nous pressent d'aller de l'avant.

Le mot d'ordre est la prudence. Je suis sans aucun doute une agricultrice progressiste, et je soutiens les pratiques qui seront selon moi écologiques et éthiques. Avant d'adopter une nouvelle technologie, je pèse le pour et le contre.

• (1710)

**Le président:** Monsieur Friesen.

**M. Bob Friesen:** Tout d'abord, il faut trouver un équilibre entre les fonds que les secteurs public et privé consacrent à la recherche. Nous reconnaissons le besoin de mener des recherches exclusives. Nous ne voulons pas réprimer l'innovation, mais nous devons nous assurer que les agriculteurs se trouvent à l'avant-garde en matière d'innovation, sans être à la merci des titulaires des marques de commerce. Il faut absolument trouver un équilibre.

Il faut également faire en sorte que les résultats des recherches soient communiqués à l'utilisateur final, pour qu'il puisse les mettre en pratique sur le terrain. Dans notre projet de loi agricole, nous proposons l'établissement de centres d'innovation ou de centres d'excellence un peu partout au Canada pour que les agriculteurs puissent tirer parti de la technologie.

Nous accusons un énorme retard par rapport aux États-Unis en ce qui a trait à la bioénergie, et les États-Unis sont évidemment loin derrière le Brésil. Lorsque nous nous investissons davantage dans la bioénergie, il faudra créer une politique concurrentielle. Quelqu'un a déjà demandé pourquoi les gouvernements devraient continuer d'accorder des fonds aux agriculteurs canadiens alors qu'ils ne sont pas efficaces. Ils sont aussi efficaces, voire plus efficaces que tout

autre agriculteur du monde, mais les États-Unis nous surpassent dans certains secteurs de la politique agricole.

Si nous tentons notre chance dans l'industrie de l'éthanol ou du biodiesel, nous devons nous assurer d'avoir une politique concurrentielle, et nous devons être le précurseur dans cette industrie. On a déjà demandé à Wayne Gretzky pourquoi il était si bon, et il avait répondu qu'il avait appris à devancer la rondelle. Je ne suis pas un expert, mais nous devons pouvoir compter sur des visionnaires dans ce domaine.

**Le président:** Merci.

Il nous reste du temps, pendant ces 15 dernières minutes avant l'appel du timbre, pour entendre les questions supplémentaires de tous les partis.

Monsieur Boshcoff.

**M. Ken Boshcoff:** Je formulerai mes questions à partir de ce qu'ont dit Colleen et Kalissa, mais j'adopterai une approche légèrement différente. Vous avez parlé des aliments cultivés pour produire du carburant. Toutefois, la question des matières à risque spécifiées n'a pas encore été entièrement examinée. En effet, beaucoup avancent la possibilité d'utiliser les MRS pour produire de l'éthanol plutôt que de retirer des aliments propres à la consommation de la chaîne alimentaire. J'aimerais aborder ce sujet.

Encore une fois, bien sûr, des incitatifs devraient être mis en place pour que nous puissions faire face à la concurrence de nos voisins du Sud, ce qui nous amène à traiter de la politique des États-Unis concernant... Alors qu'ici, l'Agence canadienne d'inspection des aliments fait preuve de zèle dans l'application des règles en vigueur depuis le 12 juillet, il semblerait que les Américains ne prennent pratiquement aucune mesure de protection contre les risques qui pèsent sur l'industrie bovine.

Comme nous avons peu de temps, la troisième question est celle-ci. Il a été proposé de modifier la Loi sur les programmes de commercialisation agricole, qui définit le grain comme un bien entreposable, mais le bovin comme un bien non entreposable. Les biens non entreposables nécessitent des garanties, par exemple une assurance. Il faut donc faire du bovin un bien entreposable, de façon à devenir des concurrents plus efficaces et à avoir accès à une plus grande protection.

Je prie chacun de vous de répondre à l'une de ces trois questions.

• (1715)

**Mme Kalissa Regier:** Je peux aborder brièvement la question des MRS. Les MRS constituent un problème majeur depuis la crise de la maladie de la vache folle. Du jour au lendemain, il n'a plus été possible d'utiliser ces matières. Aucun programme n'en favorisait l'utilisation.

Idéalement, il faudrait être en mesure d'utiliser beaucoup de déchets dans la fabrication des biocarburants qui servent à produire de l'énergie. En ce moment, j'ai une grande quantité de paille de chanvre qui ne sert à rien et qui doit être brûlée. Cependant, pour que cela se produise, il faut construire des infrastructures importantes. D'où viendront alors les fonds nécessaires?

Des mesures énergiques pareilles ont déjà été prises dans les cas de l'éthanol et du biodiesel. Des millions de dollars ont déjà été consacrés à cette infrastructure. Nous ne pouvons pas décider de changer de voie en utilisant les déchets et en ajoutant aux biocarburants ce que nous voulons... Il faut de nombreuses années pour mettre en place ces procédés. C'est une question compliquée.

**M. Bob Friesen:** Comme je ne suis pas certain d'avoir bien compris la question, je vous répondrai ainsi. En ce qui concerne la recherche et les divers domaines dans lesquels nous pouvons créer des sources de revenus pour les agriculteurs, je crois que nous devrions rétablir les comités consultatifs des intervenants qui collaboraient avec les stations de recherche fédérales. Je crois qu'ils ont été supprimés il y a trois ans. Nous pensons qu'il faudrait les rétablir pour donner à nouveau la chance à l'industrie d'apporter une contribution réelle dans des domaines permettant à l'agriculture d'avancer dans la bonne direction.

**Le président:** Merci.

En fait, Kalissa, je crois que la paille de chanvre succédera au coton. J'ai vu de magnifiques vêtements de chanvre, et il existe une technologie biologique impressionnante qui utilise des enzymes naturels et qui décompose la matière. Une fois le produit terminé, il est impossible de distinguer le chanvre du coton.

**Mme Kalissa Regier:** J'ai seulement besoin que le gouvernement m'accorde 100 millions de dollars pour commencer.

**Le président:** En fait, une entreprise de la Colombie-Britannique le fait déjà. J'espère qu'elle prendra de l'ampleur dans l'Ouest du Canada. On cultive beaucoup de chanvre dans ma région aussi.

**Mme Kalissa Regier:** Le plus gros problème que pose la paille, c'est son volume, qui la rend tout simplement impossible à transporter.

**Le président:** Il ne faut pas devoir la transporter loin, c'est certain.

Monsieur Bellavance.

[Français]

**M. André Bellavance:** J'attends parce que je veux parler à Mme Ross.

Madame Ross, si j'ai bien compris, vous avez dit que lors de votre dernier congrès — je pense que c'était la fin de semaine dernière —, vous avez discuté, entre autres, de souveraineté alimentaire.

Ai-je bien compris?

[Traduction]

**Mme Colleen Ross:** Oui.

[Français]

**M. André Bellavance:** Je trouve cela très intéressant parce que quand j'ai été nommé porte-parole en matière d'agriculture, en 2005, une des premières activités auxquelles j'ai participé était une grande manifestation dont le thème était « D'abord nourrir notre monde », et elle était organisée par l'Union des producteurs agricoles du Québec, en plein centre-ville de Montréal.

Il n'y a pas beaucoup d'agriculteurs à cet endroit, alors pourquoi cela a-t-il été fait à Montréal, en pleine ville? C'était pour montrer aux consommateurs, dont un grand nombre se trouvent évidemment dans les villes, que beaucoup de produits qu'ils trouvaient en épicerie venaient de terres situées pas loin de chez eux et que, si un jour on perdait l'apport de nos agriculteurs, on deviendrait totalement dépendant de cultivateurs d'autres pays, ce qui pourrait, suite à une malchance quelconque à un moment donné, faire en sorte qu'on ait des pénuries dans certains secteurs, des maladies, enfin, des hausses de prix incontrôlées et incontrôlables, etc.

Le thème avait donc déjà été abordé. C'est pourquoi je vous dis que je trouve cela intéressant. Tout récemment, l'Union des producteurs agricoles et Équiterre ont invité des députés à entendre des conférenciers parlant de souveraineté alimentaire.

Je trouve que c'est intéressant justement parce qu'on fait un peu un parallèle avec ce qui s'est passé dans le domaine de la culture. Le Québec avait été un précurseur à ce chapitre, demandant que la culture ne soit pas considérée comme une marchandise dans le cadre d'échanges internationaux. Il a fallu sept ans pour cela, mais on a réussi à faire en sorte que la culture soit exclue et ne soit pas considérée comme une marchandise et, en d'autres termes, que la diversité culturelle soit finalement reconnue.

J'aimerais que vous nous fassiez un résumé, si vous êtes en mesure de le faire, des discussions sur la souveraineté alimentaire qui se sont tenues chez vous. Cela pourrait alimenter le débat chez nous aussi.

• (1720)

[Traduction]

**Mme Colleen Ross:** Vous m'interrogez sur le sujet que je préfère.

**Le président:** Vous avez tout au plus deux minutes pour nous en parler.

**Mme Colleen Ross:** D'accord.

J'ai été invitée à des réunions de l'Union des producteurs agricoles du Québec et de l'UPA Développement international. Le Syndicat national des cultivateurs est membre de La Via Campesina, organisation agricole internationale qui représente des millions de cultivateurs et de pêcheurs dans le monde entier. Il s'agit d'une organisation parallèle à la FIPA.

J'ai en main la déclaration internationale sur la souveraineté alimentaire. La souveraineté alimentaire n'a qu'une définition, qui ne peut être changée. Il s'agit du droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures. Beaucoup de choses que j'ai dites plus tôt aujourd'hui sont fondées sur la souveraineté alimentaire. Nous sommes tellement liés par nos accords commerciaux. En fait, ceux-ci ne prennent aucunement en considération les droits de la personne et la culture. De plus, l'alimentation n'est pas un droit, car un droit accordé peut être supprimé. Tout le monde doit pouvoir se nourrir, et c'est ce que permet la souveraineté alimentaire.

J'ai été en Afrique cette année, et Kalissa aussi. Nous avons été invitées au Forum pour la souveraineté alimentaire, le tout premier forum international de ce genre. Le point de rendez-vous était en Afrique occidentale, dans un petit village au milieu du désert. Il n'y avait pas de Sheraton, croyez-moi. Nous avons dormi sur des planchers de béton, sur des matelas pas plus épais que cela. Cinq cents pêcheurs, paysans, pasteurs et agriculteurs venant de partout dans le monde se sont réunis et ont produit un document exposant leur consensus. Il s'agit de la déclaration internationale de la souveraineté alimentaire.

Nous croyons que, si les gouvernements s'appuyaient sur ce document pour élaborer les politiques agricole et alimentaire — ce document aborde également la stabilité économique, c'est-à-dire que les producteurs d'aliments doivent être stables économiquement —, nous serions incroyablement prospères. Nous aurions des collectivités dynamiques et nous protégerions l'environnement. Les consommateurs seraient gagnants, de même que les agriculteurs et l'environnement. Ce serait une situation avantageuse pour tous.

La souveraineté alimentaire est un excellent modèle, mais laissez-moi vous rappeler qu'il ne peut pas être modifié. Cette déclaration a été formulée... et les 500 personnes rassemblées représentent des millions d'agriculteurs. C'était un véritable honneur d'être là. Des représentants de l'UPA DI y sont aussi allés en qualité d'observateurs. Ils ne pouvaient pas vraiment participer, car ils n'étaient pas membres. Ils ne s'étaient pas vraiment engagés.

**Le président:** Je vais devoir vous interrompre.

**Mme Colleen Ross:** C'est une très bonne chose.

**Le président:** Je suis désolé, mais deux autres intervenants doivent prendre la parole avant que la sonnerie retentisse.

Monsieur Atamanenko.

**M. Alex Atamanenko:** Merci. J'ai cru que mon tour ne viendrait jamais.

Bob, vous n'avez pas eu la chance de terminer de répondre à la question tout à l'heure, mais laissez-moi aborder le sujet un peu différemment. Ma première question s'adresse à vous.

Nous avons parlé de l'OMC, et vous avez mentionné les exportations de porc. Nous savons que le contingent en Europe est actuellement de 0,5 p. 100. Ma question, qui se rattache à ce que le gouvernement doit faire pour défendre nos intérêts, est la suivante : est-ce que nous devrions annoncer que nous n'avons pas l'intention de faire des concessions quant aux contingents actuellement en place au Canada tant que ce quota de 0,5 p. 100 ne sera pas passé à un niveau acceptable, disons 5 p. 100, ou encore n'aura pas atteint 7,5 p. 100, soit le pourcentage pour l'industrie avicole au Canada? Est-ce que nous devrions adopter cette position, c'est-à-dire ne faire aucune concession et attendre que les contingents augmentent avant de discuter?

Ma deuxième question, s'il reste du temps — et j'espère que ce sera le cas — s'adresse à vous Kalissa. Malgré tout ce qu'on a dit et toutes ces politiques, vous représentez tout de même l'avenir de l'agriculture. Nous avons entendu des témoignages bouleversants au cours de notre tournée du pays. Quelles sont vos attentes exactement? De quelle aide avez-vous besoin pour rendre ce secteur viable? Après avoir examiné tous ces documents, pouvez-vous nous dire en trois ou quatre points ce dont vous avez besoin au juste?

Merci.

**M. Bob Friesen:** Monsieur le président, je peux vous suggérer toutes sortes d'idées, mais très brièvement, il s'agit de la politique de la FCA. Pour commencer, tout le monde devrait adopter le même contingent tarifaire. En tant que producteur de porcs, je dois respecter un contingent de 0,5 p. 100 pour l'Europe, comme vous l'avez indiqué. Pour les producteurs de dindes, le contingent est de 5 p. 100. Donc, à titre prioritaire, c'est ce qu'il faudrait faire. Les autres pays devraient toutefois être disposés à réduire à zéro les contingents, comme le Canada est prêt à le faire.

• (1725)

**M. Alex Atamanenko:** Merci.

Kalissa.

**Mme Kalissa Regier:** Je vous remercie de m'avoir posé cette question.

En trois points...

**M. Alex Atamanenko:** Vous pouvez en présenter quatre ou cinq.

**Mme Kalissa Regier:** En fait, j'ai noté trois points rapidement, et je vais m'y limiter.

D'abord, nous avons besoin d'argent. Nous devons être en mesure de gagner notre vie. C'est simple. Tout le monde doit pouvoir gagner sa vie. Nous devons recevoir une rémunération adéquate pour notre travail. C'est vrai pour tous les agriculteurs. Ce n'est que lorsque tous les agriculteurs feront suffisamment d'argent que les jeunes agriculteurs s'intéresseront au secteur. D'ici là, ils s'installeront à Ottawa et se trouveront un emploi dans la fonction publique.

En deuxième lieu — et ça devient un peu plus vague — il faut ranimer le sentiment de fierté à l'égard de l'agriculture. Les

agriculteurs ont été terriblement marginalisés au cours des 30 dernières années. Lorsque j'étais jeune, personne ne voulait devenir agriculteur. La situation a commencé à changer un peu, mais les agriculteurs ont tellement été rabaissés qu'ils ne tirent plus de fierté de leur travail. Les collectivités rurales sont dévastées. On me demande chaque jour pourquoi quelqu'un voudrait vivre dans une petite ville de la Saskatchewan. Nous devons trouver un moyen de rétablir les choses.

Il s'agit d'un bon métier, et il existe plein de possibilités pour les jeunes de bien gagner leur pain et d'avoir une belle vie. Il importe de ranimer ce sentiment de fierté.

Troisièmement, j'ai rapidement noté qu'il fallait s'attacher à la collectivité, et il y a là un rapport avec la fierté. Les jeunes gens ont besoin d'avoir l'impression d'appartenir à une collectivité et de contribuer à la région où ils travaillent. Je pense en particulier à la Saskatchewan, puisqu'il s'agit de mon seul point de référence. Il y a tellement d'endroits en Saskatchewan où les gens n'ont pas de voisin. Pouvez-vous imaginer de ne pas avoir de voisin, d'habiter sur une ferme où votre voisin le plus près se trouve à plus de 16 kilomètres? Je sais qu'il est très difficile pour vous de comprendre, mais c'est la réalité. Personne ne veut vivre ainsi. Les gens n'accepteront pas cette situation, alors il faut changer les choses.

C'était, en bref, les trois points que je voulais vous présenter.

**Le président:** En réalité, la circonscription que je représente est très vaste, faisant plus de 56 000 kilomètres carrés. Certains grands éleveurs se trouvent à plus de 64 kilomètres de la ville la plus proche et à 32 kilomètres de leur voisin. C'est comme ça.

Mes enfants adorent la ferme. J'espère qu'ils prendront la relève plus tard. Ils sont fiers d'être agriculteurs et ils sont fiers de leur collectivité.

Monsieur Miller, à vous de conclure avant que la sonnerie ne retentisse.

**M. Larry Miller:** Merci, monsieur Friesen.

J'aimerais retourner au rapport publié par le SNC. J'aimerais, une fois que vous l'aurez lu, obtenir vos commentaires en tant que représentant de votre organisme. Si ce n'est pas possible, j'aimerais savoir ce que vous en pensez en tant que membre de la FAO et même de la FAC.

Madame Ross, j'aimerais donner suite à certaines des remarques que vous avez adressées à l'un des intervenants. En terminant votre intervention, vous avez déclaré que vous pourriez donner des noms. Je me demandais si vous pourriez le faire, car nous sommes tous ici pour écarter les organismes ou les personnes qui peuvent nuire à l'agriculture. Je me demandais donc si vous pourriez nous fournir quelques noms.

**Mme Colleen Ross:** J'ai déjà mentionné l'Institut canadien des politiques agroalimentaires. J'ai sans doute du mépris pour cet organisme. Il coûte...

**M. Larry Miller:** Je sais, mais vous avez indiqué que vous pouviez nommer des gens, et je me demandais...

**Mme Colleen Ross:** Vous n'avez qu'à consulter le site Web de l'organisme pour obtenir la liste des membres du conseil d'administration.

**M. Larry Miller:** Vous mentionnez donc le conseil d'administration. D'accord.

**Mme Colleen Ross:** Honnêtement, je suis contente que Samy Watson soit parti. Il a, selon moi, fait énormément de tort. Je connais des employés d'Agriculture et Agroalimentaire Canada qui ont été enchantés de son départ.

**M. Larry Miller:** Y a-t-il quelqu'un d'autre?

**Mme Colleen Ross:** Je n'ai pas l'intention de me lancer là-dedans pour le moment, mais ce que nous devons...

**M. Larry Miller:** Vous avez pourtant dit, madame Ross, que vous aviez des noms. Je vous ai demandé de m'en fournir, et vous me dites que vous ne voulez pas le faire.

**Mme Colleen Ross:** Dans ce cas, Suzanne Vinet...

**M. Larry Miller:** Je vous pose des questions, et j'aimerais obtenir des réponses. Vous avez fait de graves déclarations.

**Mme Colleen Ross:** D'accord. Vous voulez des noms. Un des membres du comité m'a demandé si le SNC était partisan du NPD. Absolument pas, mais lorsque nous avons gentiment invité Gerry Ritz à participer à notre congrès, il a refusé. Nous lui avons demandé d'envoyer un autre représentant, et il a aussi refusé. Nous avons

invité Chuck Strahl, mais il n'est jamais venu. Ils refusent même de nous rencontrer.

● (1730)

**M. Larry Miller:** Je ne sais pas en quoi cela répond à mes questions.

**Mme Colleen Ross:** J'essaie de vous parler de personnes dont la sécurité d'emploi dépend du fait qu'ils ne nous comprennent pas.

**Le président:** La sonnerie retentit. Je demanderais aux membres du comité d'attendre quelques minutes avant de partir. Nous avons quelques points à discuter brièvement.

Je tiens à remercier les témoins d'être venus aujourd'hui.

Colleen, Kalissa, et Bob, vos témoignages sont grandement appréciés. Ils nous aideront à préparer notre rapport, que nous prévoyons présenter à la Chambre des communes cet hiver. Merci.

Y a-t-il une motion d'ajournement?

**Une voix:** Oui.

**Le président:** La séance est levée.

---





**Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes**

**Published under the authority of the Speaker of the House of Commons**

**Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :**

**Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:**

**<http://www.parl.gc.ca>**

---

**Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.**

**The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.**